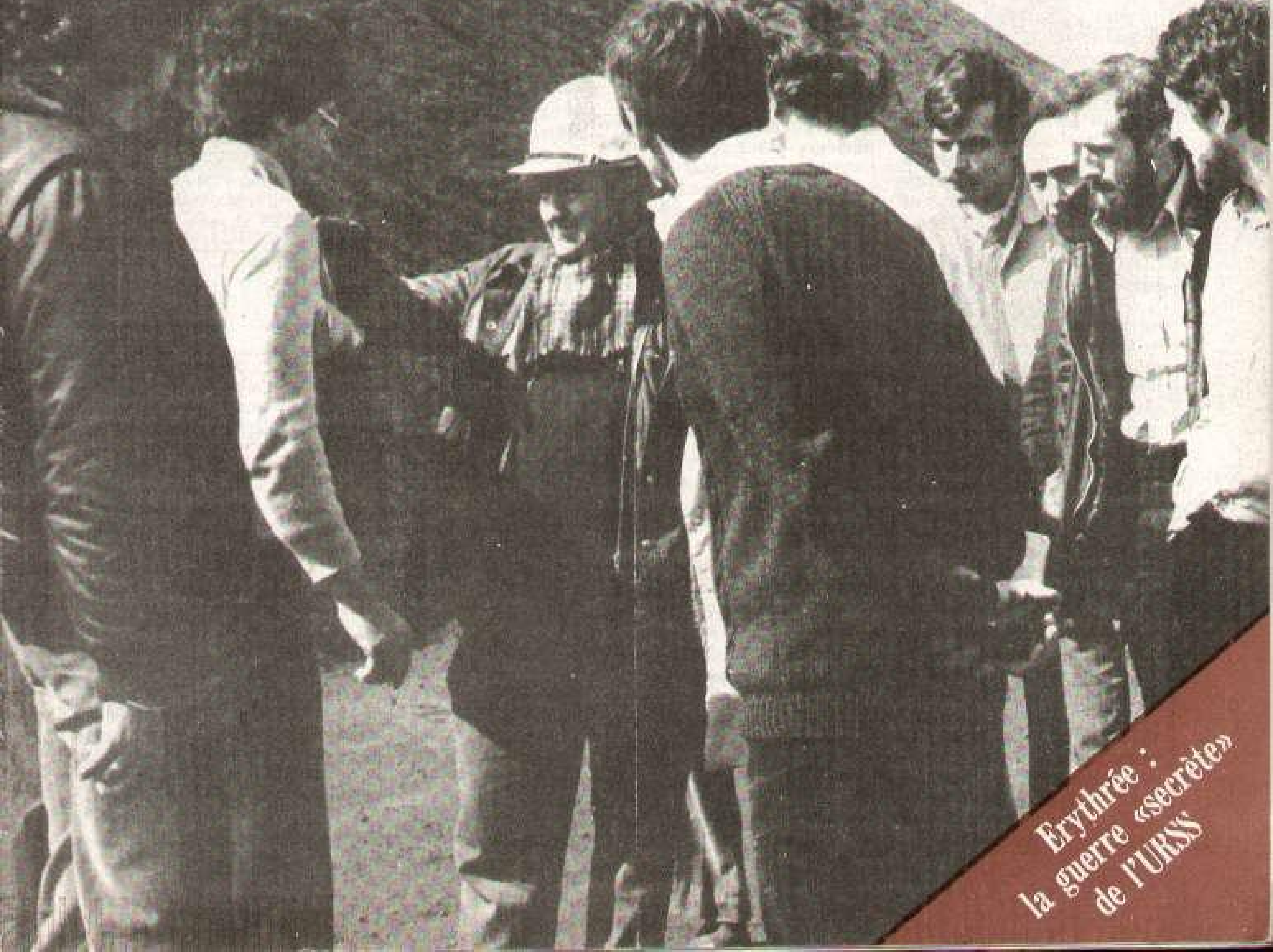
BIMENSUEL 3 F No 54 du 8 mai au 22 mai 1979 Supplément à l'Humanité rouge No 1088

l'Humanité Rouge

DUNKERQUE, DENAIN

Le PCML avec les sidérurgistes



Erythrée : la guerre «secrète» de l'URSS

Courrier des lecteurs



Notre presse et le conflit sino-vietnamien

A propos des articles de notre presse sur le conflit sino-vietnamien, nous avons reçu une longue lettre de lecteurs sur cette question et sur la manière générale dont nous parlons de la Chine. Elle affirme notamment :

« La Chine a une politique d'Etat, elle a parfaitement raison. Le PCC est un parti au pouvoir, il mène la politique qu'il croit devoir mener et c'est juste. Mais nous ne sommes pas des Chinois.

Nous sommes ici en France et nous avons certainement nos mots d'ordre à trouver, qui nous permettent d'expliquer les choses et de convaincre les gens. Et ceci en fonction des réalités et de la sensibilité des gens de chez nous... »

« ... Ce style stéréotypé ne convient pas chez nous et ne convainc personne. Nos journalistes doivent digérer l'information de façon à la rendre accessible aux larges masses de notre pays. Ils doivent se référer à la presse bourgeoise et à la télévision, à ce que les gens voient et entendent, aux questions qu'ils se posent, pour les convaincre... »

Il n'est pas facile de parler de la Chine et nous avons bien conscience que de nombreuses insuffisances existent de notre part en ce domaine. Parmi les difficultés objectives qu'il nous faut résoudre, citons :

— La vérification des sources d'information. Outre, celles, officielles, qui émanent de la presse chinoise elle-même, il existe un certain nombre d'informations révélées par la grande presse. Un certain nombre d'entre elles se sont déjà révélées, à plusieurs occasions, fantaisistes ou grossièrement déformées, et il faut disposer d'un certain temps pour les vérifier.

— L'analyse des événements qui se succèdent en Chine à un rythme souvent rapide demande aussi du temps. Ce n'est pas tout de suite qu'on a pu comprendre, ici, les enjeux du développement de la Révolution culturelle, de la chute de la Bande des Quatre, ou d'autres développements de la situation intérieure chinoise.

Vouloir commenter de trop près les événements nous conduirait sûrement — et nous a conduits parfois dans le passé — à une fausse vision des choses. C'est pourquoi nous préférons désormais :

— Dans un premier temps, *informer* du développement des événements et de l'explication qu'en donnent officiellement les autorités du Parti et de l'État chinois.

— Dans un second temps, et seulement lorsque nous disposons des éléments suffisants pour cela, donner notre explication de ces événements. Pour les développements concernant la situation internationale par contre, notre référence à l'analyse générale des trois mondes nous permet d'élaborer plus rapidement notre propre point de vue et de l'expliquer.

Annie BRUNEL

Rassemblement de Dunkerque

Le point de vue d'un participant

« La parole à qui le veut » fut le principe du meeting de Dunkerque.

Au meeting de Dunkerque nous avons assisté à une libération totale du droit à la parole, libération qui s'est exprimée par la latitude de donnée à tout participant de s'adresser tout azimut à l'assistance. Cette originalité a eu pour première conséquence la constitution d'une tribune diversifiée.

Enfin celle de voir des ouvriers parler en leur nom propre, s'engager personnellement dans le combat prolétarien. Partant de leurs expériences concrètes de lutte, ils prouvent l'unité du combat de tous les exploités contre le capitalisme, en quelque lieu qu'il se déroule. La solidarité des intervenants au combat des sidérurgistes n'est ni plus ni moins qu'une solidarité de classe.

J'en tire deux grandes leçons :

La première consiste à soutenir que nul n'est plus conscient de l'exploitation capitaliste que ceux qui la subissent. La détermination des ouvriers, intervenant au meeting, de continuer à l'unisson avec tous les prolétaires le combat contre le capitalisme nous en a donné la preuve. Il est par conséquent prétentieux, sinon superflu, de vouloir leur apporter d'en haut la conscience. Il faut donc partir de l'état actuel de leur conscience pour l'élever et trouver les moyens de consolider et développer la lutte. C'est très justement que le secrétaire général du PCML fait de la ligne politique du rassemblement qui fut en tous points une grande réflexion, la ligne de son parti.

Ma deuxième réflexion découle de la constatation suivante : malgré la délimitation de l'espace géographique où s'exerce l'exploitation de chaque capitalisme national, pour les intervenants, l'exploitation capitaliste est partout la même. C'est pourquoi, le combat prolétarien, où qu'il se déroule, requiert le soutien inconditionnel du prolétariat international.

Réflexion d'un participant à la journée de solidarité organisée à Dunkerque par le PCML

JSM
étudiant congolais du Congo - Brazza



l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PCML

Sommaire

Editorial

Le fil de l'actualité

International

Vécu

Magazine

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef :* Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Léon Cladel, Pierre Delaube, Estelle Delmas, Jacques Duroc, Joël Fabien, Catherine Lemaire, Pierre Marceau, Jean Schubert. *Secrétaire de rédaction et maquettiste :* Guy Lanrivain. *Administration :* Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication :* André Druesne.

L'Humanité rouge BP 61 - 75861 Paris Cédex 18
CCP : 30 226 72 D La Source Commission paritaire :
No 57952 Distribution NMPP. Dépôt légal 1er trimestre 1979
Directeur de publication : André DRUESNE.
Imprimerie La Nouvelle.





Echos du 1er Mai

Belgique Un meeting international organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique, a rassemblé de nombreux porte-parole de partis frères étrangers : américains, argentin, allemand, français, espagnol... Le soutien aux patriotes du Kampuchea représenté par M. Chopininto a été un temps fort de ce meeting.

Une partie de la tribune au meeting de Bruxelles.



Bolivie Le 1er Mai a été l'occasion à La Paz de la plus importante manifestation depuis 1971. Plus de 50 000 personnes ont fêté la journée internationale des travailleurs mais aussi la célébration du cinquième congrès de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), unique centrale du pays.

Iran Pour la première fois depuis 50 ans, le 1er Mai a pu être célébré publiquement en Iran. Mais pas encore de façon unitaire puisqu'au moins quatre cortèges différents ont manifesté dans les rues de la capitale. Celui de plusieurs organisations de gauche et d'extrême-gauche (à l'exception du parti Toudeh pro-soviétique) a rassemblé un grand nombre d'ouvriers et de chômeurs. Il a mis l'accent sur le droit au travail, la solidarité de tous les travailleurs et la défense des intérêts nationaux du pays contre tout impérialisme.

Turquie Le gouvernement Ecevit avait interdit toute manifestation pour ce Premier Mai tant la situation sociale est explosive en Turquie. Des arrestations préventives ont même eu lieu au siège de la confédération des syndicats ouvriers progressistes de Turquie (DISK). Cinq cents personnes ont également été arrêtées préventivement et 1 200 autres à l'issue des manifestations qui se sont quand même tenues malgré l'état de siège et l'autorisation donnée aux policiers d'ouvrir le feu sur tout manifestant.

RFA A Dortmund, Berlin-Ouest et Stuttgart, le Parti communiste d'Allemagne (KPD) appelait les travailleurs allemands à se rassembler pour défendre leurs revendications économiques et politiques et affirmer leur solidarité avec les prolétariats des différents pays d'Europe et du monde.

CAMBODGE (KAMPUCHEA)

Une manifestation réprimée

La manifestation du 28 avril de soutien au Kampuchea a été interdite à Paris. Les manifestants ont été gardés toute la journée au commissariat. Soyons prêts à soutenir les patriotes qui pourraient être menacés.



Derrière le cortège syndical, les résidents des foyers Sonacotra, conduits par leur Comité de coordination. Une manifestation puissante, combative, déterminée, qui a été applaudie de Nation à République. Il faut dire que ce cortège enthousiaste tranchait avec la morosité du cortège syndical.



A Longwy, le 1er Mai, une bonne centaine de militants CFDT ont voulu répondre à la provocation permanente des CRS à Denain. Ils ont assiégé toute la journée le commissariat. Une autre manière de marquer le 1er Mai.



EDITORIAL

RENCONTRE FRANCO-SOVIETIQUE

L'indépendance

PARLONS-EN !

Giscard arrive chez Brejnev et tout de suite le félicite pour sa modération en Asie. La modération de l'URSS en Asie , parlons-en.

Qui a poussé le Vietnam et l'a soutenu dans son invasion du Cambodge ? Qui s'est opposé au retrait conjugué des Chinois du Vietnam et des Vietnamiens du Cambodge. Les Chinois ont tenu parole, ils se sont retirés...

Les Chamberlain et les Daladier se félicitèrent, à un moment, de la modération d'Hitler à Munich. Hitler voulait juste un bout de la Tchécoslovaquie : c'était de la modération, ça.

Aujourd'hui, l'URSS est très modérée. Elle n'est engagée que dans deux guerres d'agression : au Cambodge et en Erythrée. D'ailleurs, preuve que Brejnev est modéré ; les missiles dirigés sur l'Europe de l'Ouest n'ont été augmentés que de 1 000. De deux choses l'une : ou bien Giscard croit vraiment que Brejnev veut la paix et c'est de l'inconscience, ou bien il est inquiet des menaces soviétiques, mais les perspectives des projets commerciaux et bancaires sont très fortes. Alors Giscard veut amadouer Brejnev en lui passant la main dans le dos. Bon, tout ça on le sait depuis un moment. Pourquoi en reparler : la campagne électorale pour le vote européen du 10 juin a démarré. Si vous avez écouté les quatre grandes têtes de liste, l'autre soir à la télévision, Chirac, Veil, Marchais et Mitterrand, vous avez bien entendu que l'indépendance nationale est un leit-motiv pour ces gens-là. Pourtant, pas un n'a commenté le voyage de Giscard en URSS et pour cause. Pas un ne désapprouve ses paroles. Alors... ce n'est pas sur les chefs de parti qu'il faut compter, tant pour la défense des intérêts de classe des ouvriers que pour s'opposer de façon persévérante aux ambitions de l'URSS.

Henri JOUR.

FAMECK LE 13 mai

Journée de solidarité organisée par le PCML

Invitation

du Parti Communiste Marxiste Léniniste

Tous unis autour des sidérurgistes !



JOURNEES DE SOLIDARITE

FAMECK (LORRAINE) LE 13 MAI
Centre social, rue de Touraine.

Des dizaines de délégations d'entreprises des quatre coins de la France viendront s'informer auprès des sidérurgistes et de la population du Nord, leur apporter la solidarité de leurs camarades de travail et discuter ensemble pour mieux se battre, unis, contre le patronnat et le gouvernement.

PROGRAMME

LE MATIN, les délégations d'ouvriers et de travailleurs, venus des quatre coins du pays, rencontreront des sidérurgistes, des travailleurs immigrés, la population de différentes localités de la sidérurgie, pour leur apporter leur solidarité et s'informer sur leurs difficultés et leurs luttes.

LE RASSEMBLEMENT commencera à 14 heures. On pourra discuter autour des stands des entreprises, s'informer, échanger des points de vue, discuter avec les militants locaux du PCML au stand de leur journal *« Servir le peuple »*, avec les journalistes de l'*Humanité rouge*.

A 14 h 30, le *Théâtre des Trois vallées* présentera un court spectacle sur la sidérurgie lorraine, qui prend pour cible le maître des forges De Wendel.

De 15 h à 16 h 30, se dérouleront parallèlement quatre forums, ayant pour sujet :

- les luttes des sidérurgistes ;
- l'unité des travailleurs français et immigrés ;
- les jeunes et l'emploi ;
- la solidarité entre les luttes.

Pendant le même temps (de 15 h à 16 h 30), on pourra aussi regarder :

– Le spectacle théâtral du *Théâtre du printemps* du Nord intitulé *« A l'endroit nous le remettrons ce monde à l'envers »*.

– La *Lyre des travailleurs* qui chantera ses dernières chansons sur la sidérurgie.

– Le film des travailleurs de la SFP sur Longwy, etc.

Vers 17 h, la chorale de Fameck chantera des chansons de lutte de la région de Lorraine.

Puis vers 17 h 30, le meeting central sera consacré aux luttes des sidérurgistes et à la solidarité aux sidérurgistes.

Une intervention du PCML clôturera le rassemblement vers 19 heures.

DUNKERQUE

L'empire Usinor

Journée de solidarité

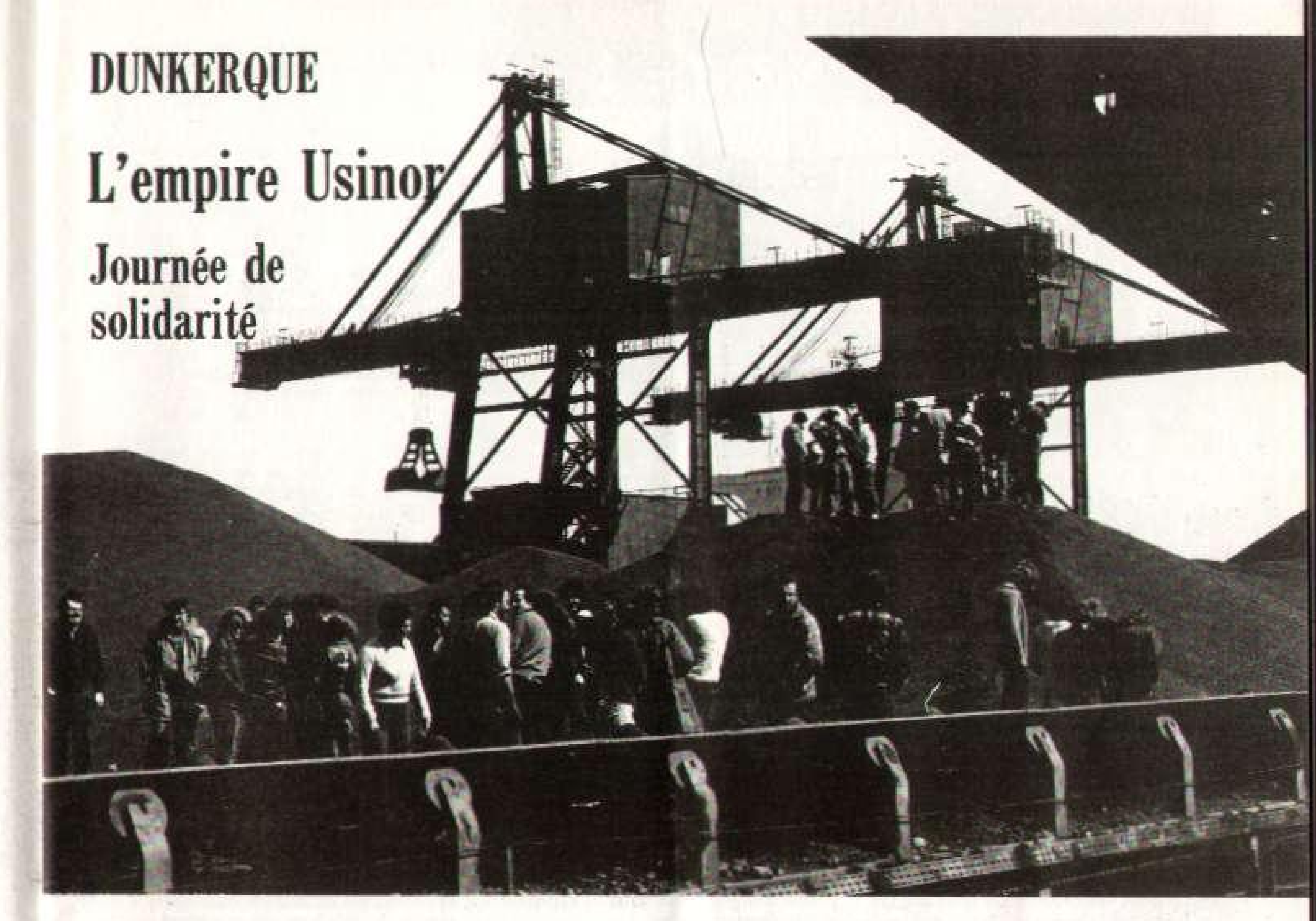


Photo HR

Visite du port autonome

Après les longs trajets qui avaient amené les huit cars à Dunkerque dans la nuit, la journée de solidarité avec les sidérurgistes a démarré de façon bien concrète : quelle meilleure entrée en matière espérée que cette visite des installations d'Usinor et du port autonome, pour pénétrer d'un coup, dans le monde de l'acier ?

Le ciel souriait aux voyageurs, et c'est dans le soleil matinal que les cars se sont succédé pour la visite. Usinor-Dunkerque. Si la création de l'usine en 1962 n'a guère entrainé un important accroissement de la population, (à peine 2 %), l'usine et les installations règnent pourtant en maitre sur la ville ! Cette réalité nous a, à tous, sauté au visage.

Usinor-Dunkerque. L'exploitation la plus brutale, 83 travailleurs y sont morts depuis son ouverture, mais aussi la fascination du gigantisme que l'homme peut créer : les installations sidérurgiques s'étendent sur 500 hectares, là-dessus, une centaine d'hectares ont été gagnés sur la mer ; une digue de sept kilomètres a permis un remblayage mis à la cote plus 9 mètres ! 15 millions de mètres cubes de sable et le tout consolidé par 450 000 tonnes de béton et 175 000 tonnes de charpentes... trois ans en tout, pour mettre sur pied cette énorme infrastructure de 1959 à 1962.

Là-dessus, les immenses bâtiments, les aciéries, les parcs à brames, les laminages où travaillent plus de 10 000 hommes, et se détachant, hauts et noirs sur le ciel, les quatre hauts-fourneaux. Notre guide nous explique leurs différences et nous désigne le sinistre HF 4, le plus moderne d'Europe, mais connu surtout pour être un « mangeur d'hommes ». Il n'est pas encore au point et les accidents y sont nombreux : quatre morts en moins de huit ans !

Entre la route et les installations, les quais aux aciers : le minerai est là, déchargé des bateaux, montagnes noires et rouillées. En poudre, en billes , suivi du charbon qui brille sous le soleil. Un immense réseau de bandes transporteuses emporte les chargements vers les trémis. Un monde où l'homme est partout présent par la machine, mais qui semble étrangement vide...

Est-ce pour cela que les travailleurs de Dunkerque aiment à s'y promener les jours de fête ?

Usinor-Dunkerque règne bien en maitre. Le reste de la visite, le port autonome, la cokerie, Air liquide, tout converge vers l'acier. Le seul concurrent sérieux est France-Dunkerque, les chantiers navals construits depuis Louis XIV... Mais depuis 1960, ils sont sous le contrôle du groupe Schneider qui a un bon pied dans la sidérurgie...

Et c'est le même homme, le directeur de Vallourec (succursale du trust Denain-Nord-Est-Longwy), qui est à la fois vice-président d'Usinor et vice-président de France-Dunkerque !

Impressionnante réalité que nous ne pourrons pas oublier.

Claire MASSON



Photo HR

Intervention du secrétaire général du PCML. A la tribune, des camarades sidérurgistes français, allemand, espagnol, américain et belge.

« Unité, unité encore, unité toujours ! »

Extraits de l'intervention de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML à Dunkerque le 29 avril

« Permettez-moi de tirer très sommairement quelques enseignements de ce que nous sommes venus apprendre DES travailleurs de la sidérurgie en lutte et aussi de tous les camarades qui ont représenté ici la classe ouvrière engagée dans des luttes dans tout le pays.

La vérité, c'est que depuis quarante ans — la période d'occupation exceptée — il n'y a pas eu une offensive aussi cynique, aussi planifiée, aussi violente contre la classe ouvrière, une offensive qui ne recule devant aucun moyen. Plus que jamais nous devons parler de la nécessité de mener jusqu'au bout la lutte de classe, comme l'enseignaient Marx et Engels en tirant les conclusions de la Commune de Paris. Le prolétariat français et immigré de notre pays se doit d'aller jusqu'au bout dans la lutte de classe.

Malheureusement, comme nous le savons déjà et comme cela a été redit, la classe ouvrière est divisée. Et cela pour des raisons que je ne développerai pas toutes ici.

Elle est divisée par les manipulations et manœuvres constantes du patronat. Celui-ci achète une aristocratie ouvrière, achète un certain nombre de dirigeants ouvriers pour dresser les unes contre les autres des fractions de la classe ouvrière.

Il s'agit par la division de perpétuer l'exploitation de l'homme par l'homme, l'exploitation au profit de la bourgeoisie capitaliste. Sachant cela, en en prenant acte avec gravité comme cela a été fait par la plupart d'entre nous à cette tribune, nous voudrions vous dire, au nom de notre jeune Parti communiste marxiste-léniniste, au nom du nouveau Parti communiste révolutionnaire dans notre pays, que pour la classe ouvrière, de tout temps, partout dans le monde, que ce soit en France ou ailleurs, le danger principal, le plus grand danger, c'est la sous-estimation de ses propres forces.

Si la classe ouvrière se laisse aller au découragement, si elle s'abandonne à l'adversité, alors c'est plus facilement que triomphe l'ennemi de classe capitaliste. Mais si la classe ouvrière prend conscience — comme aujourd'hui dans ce rassemblement — de la force qu'elle représente à condition d'être unie, alors elle peut renverser tous les obstacles. Toute l'histoire du mouvement ouvrier est là pour en témoigner.

Pourquoi notre Parti communiste marxiste-léniniste a-t-il pris l'initiative de ce rassemblement ? C'est exclusivement, non pas avec un esprit de boutique, c'est exclusivement pour dénoncer le gouvernement, la bourgeoisie capitaliste, le patronat de notre pays pour ce qu'ils sont en train de faire dans l'ensemble du pays et plus particulièrement dans la sidérurgie.

Qu'on n'attende pas de nous, en ce jour de rassemblement unitaire, des attaques, des critiques même (qui pourraient être fondées, mais qui peuvent trouver leur place ailleurs) contre quelque parti politique que ce soit !

Notre mot d'ordre est un vieux mot d'ordre qui a 50 ans d'âge et qui remonte à 1929, un vieux mot d'ordre communiste : *c'est classe contre classe, classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste.*

Le mot d'ordre complémentaire de ce mot d'ordre classe contre classe, c'est un mot d'ordre qui peut paraître encore à certains un peu prématuré, mais que nous devons avoir sans cesse dans nos esprits lorsque nous militons dans les syndicats, dans nos partis politiques respectifs, contre la bourgeoisie capitaliste. *C'est tous ensemble et en même temps !*

Je le répète, camarades et amis, notre parti n'est pas venu ici donner des conseils, des directives. Il est venu pour écouter les travailleurs, se mettre à leur écoute et savoir mieux comment définir sa ligne idéologique, politique, organisationnelle, dans cette période, au service des intérêts de classe de la classe ouvrière qui est la classe révolutionnaire jusqu'au bout et de ses alliés. Il n'y a pas d'autre raison.

Vive la ligne de notre rassemblement national ! »

— Dunkerque, Longwy, Denain, solidarité !

— Pas un seul licenciement, du travail pour tous !

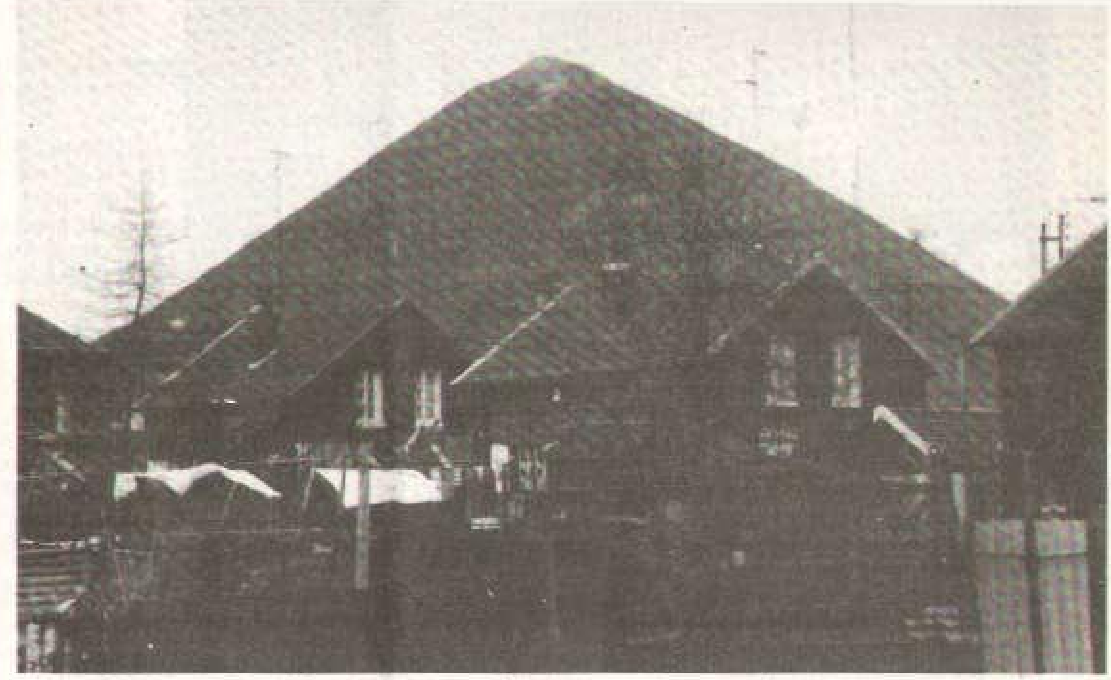
— Unité, unité encore, unité toujours !

Pendant le meeting, à Dunkerque.



Photo HR

DANS LES CORONS DE DENAIN



Le lundi 30 avril, les délégations venues d'un peu tous les coins du pays pour participer à notre journée de solidarité à Denain ont visité les cités où logent les sidérurgistes d'Usinor et leurs familles.

Les camarades du Nord qui nous accompagnent nous l'avaient dit : il n'y a pas de barrière. Les gens d'ici nous accueillent, simplement, nous parlent, simplement. Leurs problèmes sont difficiles. Que de choses à dire, à discuter.

Les difficultés ? Le jeu savant, insidieux, multiforme des patrons pour diviser, nous avons pu en prendre un peu la mesure : les mutations à l'intérieur de l'usine, hors de l'usine, les promesses faites aux uns, les pré-retraites aux autres, les offres pernicieuses (5 millions pour partir)... A cela s'ajoutent les divisions syndicales ou politiques, aggravées au fil des mois...

Et les salaires amputés par tant de débrayages avec les pressions qui s'en suivent, la lassitude de militants toujours sur la brèche mais qui ne voient pas venir la vraie bataille.

Tout cela accumulé, avec le temps qui passe.

Des fois, on ne parle plus, de peur d'aviver des disputes qui creuseraient la division (« on en a plein la bouche, mais on se tait »...)

Ce qui ne va pas, c'est la division ! Voilà la maladie, le poison qu'il faut combattre. L'unité dans la lutte qu'on avait pu mesurer à tant d'occasions à Denain, elle soude encore les gens d'ici, sur ce point-là unanimes : c'est la division qui nous désarme...

Tout faire pour la solidarité, tout faire pour construire l'unité, n'est-ce pas la voie ouverte par nos modestes rencontres de solidarité ?

Dans les corons de Denain, nous avons vu en face cette tâche immense mais combien enthousiasmante puisqu'au bout, avec l'unité de combat de la classe ouvrière, il y a les grandes victoires de demain et puisqu'elle correspond si profondément aux aspirations des travailleurs.

Jacques DUROC

« Vous verrez, vous serez bien reçus » nous avaient dit en arrivant à Denain les camarades du Nord. Pourtant, on était tous un peu intimidés avant de frapper à la première porte... Impression vite dissipée et pour cause ! Les gens de Denain en ont plein le cœur et il ne faut pas grand'chose pour que la discussion s'engage.

Quelques mots : *« Voilà, on est venu vous apporter notre solidarité. On organise un meeting cet après-midi »*. Il n'en faut pas plus. Les gens à Denain ont besoin de parler, de parler à d'autres, parce que, quelquefois, le moral ne va pas fort et que ça fait du bien de se confier à des gens qui sont venus vous voir, vous écouter, vous dire aussi que nous n'êtes pas tout seuls.

On parle de tout : des enfants, des ennuis de santé, de la vie dans le temps, des rêves aussi, jamais réalisés, et bien sûr, du travail à Usinor et de la lutte.

L'homme raconte : *« Moi, j'ai été de tous les coups durs. A chaque fois qu'il a fallu faire quelque chose j'y étais : à St-Amand, quand les CRS ont tabassé dans les cars, au commissariat, à l'aéroport de Roissy, à la manifestation du 23 mars à Paris... Mais là, je ne comprends plus ce qui se passe, on devrait se battre et on ne fait plus rien... »*.

Sa femme intervient : *« Il y en a qui n'ont quand même pas beaucoup de fierté ; l'autre jour pour la quinzaine commerciale, y avait le maire à côté du commissaire de police »*.

Faut dire que le commissaire est haï de tous ici après ce qui s'est passé avec les CRS.

L'homme est découragé : *« On ne fait plus rien. Au lieu de se battre, on n'arrive même pas à se mettre d'accord entre les syndicats. Pendant ce temps-là, il y en a qui se frottent les mains »*.

On lui remonte le moral en lui disant que, quand même, il ne faut pas se laisser aller. Et c'est là qu'on voit qu'il ne faudrait pas grand'chose, non vraiment pas grand'chose pour relancer toute cette énergie qui se perd. L'homme reprend : *« Vous n'allez quand même pas me dire qu'ils n'ont pas peur de nous, Giscard et les autres. Il s'en va se montrer à Moscou, mais t'inquiète pas qu'il osera jamais venir ici. Il ne se montre pas, va »*.

Avant de se séparer, on lui dit qu'on est d'accord avec tout ce qu'il vient de nous dire. On l'invite à notre meeting, il pourra discuter avec d'autres ouvriers, venus d'autres coins de France. Il ne peut pas venir : il travaille cet après-midi. C'est sa femme qui viendra.

Claude LIRIA



THEATRE DU PRINTEMPS

«A l'endroit nous le remettrons ce monde à l'envers»

Les 29 et 30 avril à Dunkerque et à Denain, la culture aussi était au rendez-vous avec les travailleurs venus des quatre coins de la France. Elle était là pour exalter avec chaleur, lyrisme et force l'unité de la classe ouvrière. Oui, elle a bien joué son rôle cette *« petite vis dans le grand mécanisme de la révolution »*. La Lyre des travailleurs, chorale de Lille, nous a présenté des chansons d'un style nouveau et axé sur la lutte des sidérurgistes, tandis que le Théâtre du Printemps soulevait les ovations avec une pièce d'une haute tenue intitulée : *« A l'endroit nous le remettrons à ce monde à l'envers »*. Des spectacles en prise directe sur la réalité actuelle dans le nord de la France, des spectacles d'une très bonne qualité artistique.

« A l'endroit nous le remettrons ce monde à l'envers » est tout un programme, le résumé de la démarche progressive de la pièce. Le héros principal se nomme *Berzingue*, jeune chômeur qui cherche du travail et qui découvre la vie d'ouvrier, les files d'attente, l'exploitation, le chômage, puis l'apprentissage de la lutte.

En trois semaines

Cette pièce est un exploit, une prouesse. Réalisée en trois semaines, elle brille par le foisonnement des idées, des trouvailles. Le sujet, la matière vivante du Théâtre du Printemps c'est la vie des travailleurs du Nord et actuellement leur lutte contre le chômage, contre les licenciements, pour réaliser l'unité. La mine, un merveilleux comédien avec un casque, du noir sur le visage et un tréteau qui sert de galerie et de boisage, nous la fit revivre, on voit qu'il parle de ce qu'il connaît. Pour montrer les patrons et leurs restructurations ce sont deux scènes : le mariage des capitaux et l'araignée-patron qui jette sa toile tandis que les valises de capitaux se remplissent. Parmi les grands moments de la pièce, il faut citer la file d'attente des chômeurs devant le bureau des patrons, avec la richesse du dialogue des travailleurs qui se disputent pour se faire éjecter, le patron reportant son embauche. On le voit tout le temps, c'est le rapace, véritable oiseau de malheur, le spectre du chômage qui vient narguer les travailleurs, à mi-chemin entre le vautour et la chauve-souris. Le travail exploité, les machines sont montrés sur scène par deux fantômes qui trépignent quand baissent les cadences. *« Mais, j'ai l'air d'un con ! »*, c'est Berzingue, le jeune ouvrier, qui découvre qu'il est tout seul et traverse la scène pour rejoindre ses camarades au piquet de grève. A la fin, Berzingue, en 2 020, sous le socialisme vient nous raconter la scène contre les licenciements. Dans l'avant dernière scène, les comédiens descendent dans la salle pour continuer leur jeu. L'espace de la scène n'est plus assez grand. Ce qu'il faut, c'est toute la salle, tout Dunkerque, tout Denain, pour que la pièce continue. En fait, ce n'était pas une pièce, c'était la vie des ouvriers et la lutte dans la salle. Les comédiens font entrer les spectateurs dans le jeu. C'est tout le monde qui participe aux luttes, barrages d'autoroute, attaque du commissariat, manifestations, départ pour la marche du 23.

Ce qui fait la force de la pièce, c'est son caractère vrai. Rien n'est entier, tout est nuancé et se transforme, évolue au fur et à mesure du jeu des acteurs et de la poursuite de l'action. Les personnages ouvriers sont variés et montrent ainsi les différents niveaux de conscience des travailleurs : Berzingue, Bébert et les deux ouvrières, toutes les deux très naturelles. Le délégué syndical, s'il défend en parole les positions de ses dirigeants, dans les faits se retrouve toujours dans la bagarre aux côtés des travailleurs. Il faudrait parler du costume, des chansons qui ponctuent chaque scène, du maquillage, du naturel des acteurs vraiment très à l'aise, des mimes. Nous ne pouvons que dire : bravo au Théâtre du Printemps ! Allez les voir ou bien faites comme eux.

Léon CLADEL

Berzingue tout seul rejoint ses camarades au piquet de grève.
Une pièce qui évolue au fur et à mesure que notre ami Berzingue prend conscience des réalités.



SIDERURGIE

Aspects de la lutte en Lorraine

La grève s'est maintenant étendue à tout Usinor-Longwy et les aciéries sont occupées. Avec les entreprises sous-traitantes dans lesquelles les patrons commencent à développer le chômage technique non-payé, cela fait des milliers et des milliers de travailleurs pour lesquels la solidarité, en particulier financière, devient un élément très important de leur lutte. Briser l'isolement, fournir des moyens pour tenir : notre journée de solidarité à Fameck va dans ce sens, avec nos moyens qui sont modestes. Dans le même temps, dans le groupe Sacilor, le patronat n'a pas modifié son plan. Les quelque 9 000 suppressions d'emplois annoncées en avril 1977 sont maintenues. D'autres menaces se précisent, par exemple pour les 7 000 mineurs de charbon qui travaillent de façon directe ou indirecte pour la sidérurgie.

Or, il n'y a pas eu de riposte sérieuse. A cela, il y a de nombreuses raisons dont Daniel Pegoraro, militant syndical CFDT à Sacilor-Sollac que nous avons rencontré, nous a donné un aperçu.* Voici quelques extraits de cet entretien.

*L'interview complète a été publiée dans l'*Humanité rouge* quotidien No 1086.

Interview de Daniel Pegoraro,
Syndicaliste CFDT à Sollac-Sacilor.

« Il faut tenir compte d'une particularité au groupe Sacilor-Sollac. Contrairement à Denain ou Longwy, ce n'est pas une installation complète qui arrête, avec l'ensemble des salariés licenciés.

Les usines sont réparties sur plusieurs dizaines de kilomètres et les travailleurs des installations qui ferment se disent qu'ils peuvent être mutés. Ce ne sont pas les travailleurs de l'installation qui ferme qui sont automatiquement licenciés. Il y a eu plus de 10 000 mutations qui se sont produites. Ça peut être un travailleur d'une installation qui n'est pas touchée qui est licencié.

Et puis il y a eu une campagne raciste menée à un moment donné, disant qu'il fallait mettre les immigrés dehors. Certains ont voulu faire croire qu'en renvoyant les immigrés, les autres salariés se retrouveraient à l'abri.

A l'heure actuelle, si on fait le constat, on remarque qu'il y a un abattement parmi les travailleurs et les militants des organisations syndicales. Plus personne ne sait comment la lutte va reprendre et quels vont être les résultats du plan gouvernemental. On a bien conscience que s'il n'y a pas de lutte, ils iront jusqu'au bout et ce sera très douloureux pour les travailleurs.

Il y a maintenant le phénomène de la prime de départ volontaire de 50 000 francs. Les travailleurs s'inscrivent là dedans. La réaction devient individuelle, en se disant : *« Est-ce que moi je vais être touché ? Est-ce que je vais partir à 55 ans, à 50 ans ? »*. Les jeunes cherchent à partir en se disant : *« Je n'ai plus tellement d'avenir dans la sidérurgie »*. Il y a vraiment un climat très difficile.

HR : Y a-t-il une répression antisyndicale particulière à l'heure actuelle ?

DP : Au sein du groupe Sollac-Sacilor, il y a une très forte répression antisyndicale qui nous ramène à 20 ans en arrière. Tant au niveau de la CFDT que de la CGT, la moindre action qui est menée maintenant est sanctionnée par des mises à pied qui peuvent aller jusqu'à une semaine si non plus.

Ça se traduit aussi par des demandes de licenciements. Il y a eu une demande de licenciement à Sollac qu'on a réussi à réduire puisqu'elle s'est transformée en une mutation. Mais le militant concerné se retrouve avec une perte de 640 F par mois.

Par ailleurs, après l'occupation des grands bureaux de la Sollac, le 23 mars, la direction a porté plainte en se constituant partie civile, afin de traduire des militants syndicaux devant les tribunaux. »

Entretien réalisé
par Pierre BURNAND.

La section CFDT suspendue d'Usinor-Dunkerque

De quel côté est la légitimité ?

Voici quelques éléments fournis par la section CFDT « suspendue » d'Usinor-Dunkerque lors de sa conférence de presse du 2 mai. A noter que le numéro de *Syndicalisme Hebdo*, le journal de la CFDT, sorti la même semaine, ne lésine pas sur les moyens pour justifier la mesure prise contre la section. Ainsi, par exemple, il y est question d'un pot offert à un membre des Renseignements généraux ! Renseignement pris, il s'agirait d'un pot offert pour son départ en retraite à un délégué de la section, ancien dans l'usine et dans le syndicalisme, évadé du STO pendant la guerre, etc. Des arguments qui volent plutôt bas !

Le secrétaire de la section, Claude Bernard, a déclaré : *« C'est tout de même incroyable que 30 militants soient désavoués contre 7 »*. Il faut savoir, en effet, que sur 800 adhérents CFDT environ à Usinor-Dunkerque, il y en a plus de 700 recrutés par les délégués suspendus (le « collectif » mis en place par la fédération représente moins de 10 % des timbres sur l'usine). Après avoir saisi les livres de comptes et nommé un expert comptable assermenté pour les examiner (*« s'ils veulent trouver quelque chose, ils devront l'inventer »* déclare Claude Bernard), après avoir confisqué le matériel d'imprimerie de la section, la fédération poursuit systématiquement sa politique de cassage du syndicat à Usinor. L'assemblée générale des adhérents qui devait se tenir avant la fin avril a de nouveau été reportée par la fédération (si cette assemblée générale avait lieu, les positions de la fédération et le « collectif » seraient balayées : *« La légitimité, c'est nous »* déclarait Claude Bernard. Les timbres sont refusés aux militants de la section, *« si bien que lorsque l'assemblée générale des adhérents aura lieu, les gars ne pourront plus rentrer car il manquera des timbres sur leur carte »*.

La section suspendue est calomniée par la fédération, par les canaux du syndicat mais elle n'a pas le droit de répondre à ces attaques. Lorsque les militants d'Usinor-Dunkerque cherchent à s'expliquer hors du syndicat, on leur dit : *« Vous vous excluez du syndicat ! »*. Claude Bernard a présenté, lors de cette conférence de presse, le dossier de la section suspendue, édité sous le titre : *« 1979, l'Etat applique son plan sidérurgique : restructuration, licenciements... En pleine grève à Usinor-Dunkerque, la section CFDT est suspendue »*.

On peut le commander (au prix de 6 F) à :
SURAY Pierre, 8, rue Rigaud, appartement 60
59760— Grande Synthe



A qui profite la pénurie ?

Dans certaines régions, les consommateurs de gaz-oil, les petits-paysans se voient privés du fuel domestique dont ils ont besoin pour faire fonctionner leurs tracteurs. De l'autre côté, le ministre de l'Industrie, Giraud, dit qu'il n'y aura pas de rationnement. Au même moment, Chalandon, le PDG d'ELF-Aquitaine, nous explique que le pétrole manquerait à cause des gros producteurs du pétrole et qu'il faudrait limiter la consommation de pétrole soit par le rationnement, soit par la hausse de ses prix, dernière solution qui ne lui déplairait pas...

Que se passe-t-il ?

En fait, il y a toute une campagne actuellement pour nous faire croire que les pays producteurs de pétrole se livrent à la spéculation et réduisent leur production dans le but de faire monter les prix : « *Toutes les promesses de la terre n'y feront rien : pendant plusieurs années encore, il nous fera dépendre du bon vouloir des émirs et trembler aux errements d'un monde fou* », écrit *Le Point*. Tandis qu'en même temps les compagnies pétrolières restreignent leurs ventes et stockent le pétrole à qui mieux mieux en escomptant le revendre le moment venu à des prix très élevés et empocher par là des profits exorbitants.

Les décisions des pays de l'OPEP à Genève.

Fin mars, à Genève, les pays de l'OPEP décidaient une hausse de 9 % du brut avec le droit, pour chacun d'eux, d'ajouter des primes en fonction des conditions du marché mondial. A cette même conférence, ils s'entendirent pour ne pas épuiser trop vite leurs stocks. C'était un avertissement aux États occidentaux pour qu'ils arrêtent leur gaspillage en consommation d'énergie. C'est, poussé par ces revendications, que Carter vient d'entreprendre un premier plan de rationnement. Ce qu'il faut savoir, c'est que le pétrole vendu par les pays de l'OPEP est le moins cher du monde.

Une augmentation justifiée

Si les pays de l'OPEP voient amputer considérablement leurs revenus tirés de la vente du pétrole payé en monnaie fondante qu'est le dollar, ils doivent acheter à l'étranger des biens qui, eux, n'ont cessé d'augmenter. De 1974 à 1978, les revenus pétroliers ont fondu de 60 %. L'OCDE, organisme capitaliste, chiffre à 30 % la perte de leur pouvoir d'achat, due à la chute du dollar. Mais, à côté de ce marché de l'OPEP, coexiste un autre marché.

Un marché parallèle pour les trusts pétroliers

Les trusts pétroliers disposent d'un marché parallèle. Là, ils stockent des grandes quantités de brut, produit hors du circuit de l'OPEP, en mer du Nord, par exemple, et le revendent à des prix beaucoup plus élevés que ceux de l'OPEP. Une grande partie de l'approvisionnement français provient de ces marchés, tels que ceux de Rotterdam et Gênes. En particulier, le marché de Rotterdam constitue en quelque sorte la bourse du pétrole où les trusts pétroliers se livrent à une spéculation effrénée.

Spéculation effrénée par les trusts pétroliers

C'est ainsi que, profitant des événements en Iran, les trusts pétroliers spéculant sur le manque de pétrole, ont empoché des profits plus qu'exorbitants. Par exemple, début février, sur ce marché, le brut du fuel domestique et du gas-oil est passé de 127 dollars la tonne le dernier trimestre 1978 à 250 dollars début février. Le prix du super a connu en une semaine une hausse de 50 %. Les cargaisons de brut se sont envolées à 24 dollars le baril tandis que les prix officiels du marché étaient de 14 dollars le baril. Les pays de l'OPEP ont dénoncé ces pratiques spéculatrices. Et, afin de protéger contre ce rackett les pays du tiers monde non producteurs de pétrole, ils ont décidé de s'assurer que les ventes de pétrole qui leur seront faites le seront bien au niveau voulu et au prix de l'OPEP et ont invité les différents États du tiers monde à dénoncer les compagnies pétrolières qui n'agiraient pas ainsi.

Oui, on nous accable de discours sur l'impôt que prélèveraient sur nous les pays pétroliers. Mais on se garde bien de parler de ce véritable rackett des trusts qui ont empoché plus de trois milliards sur notre dos en 1978.

Un véritable rackett des trusts pétroliers

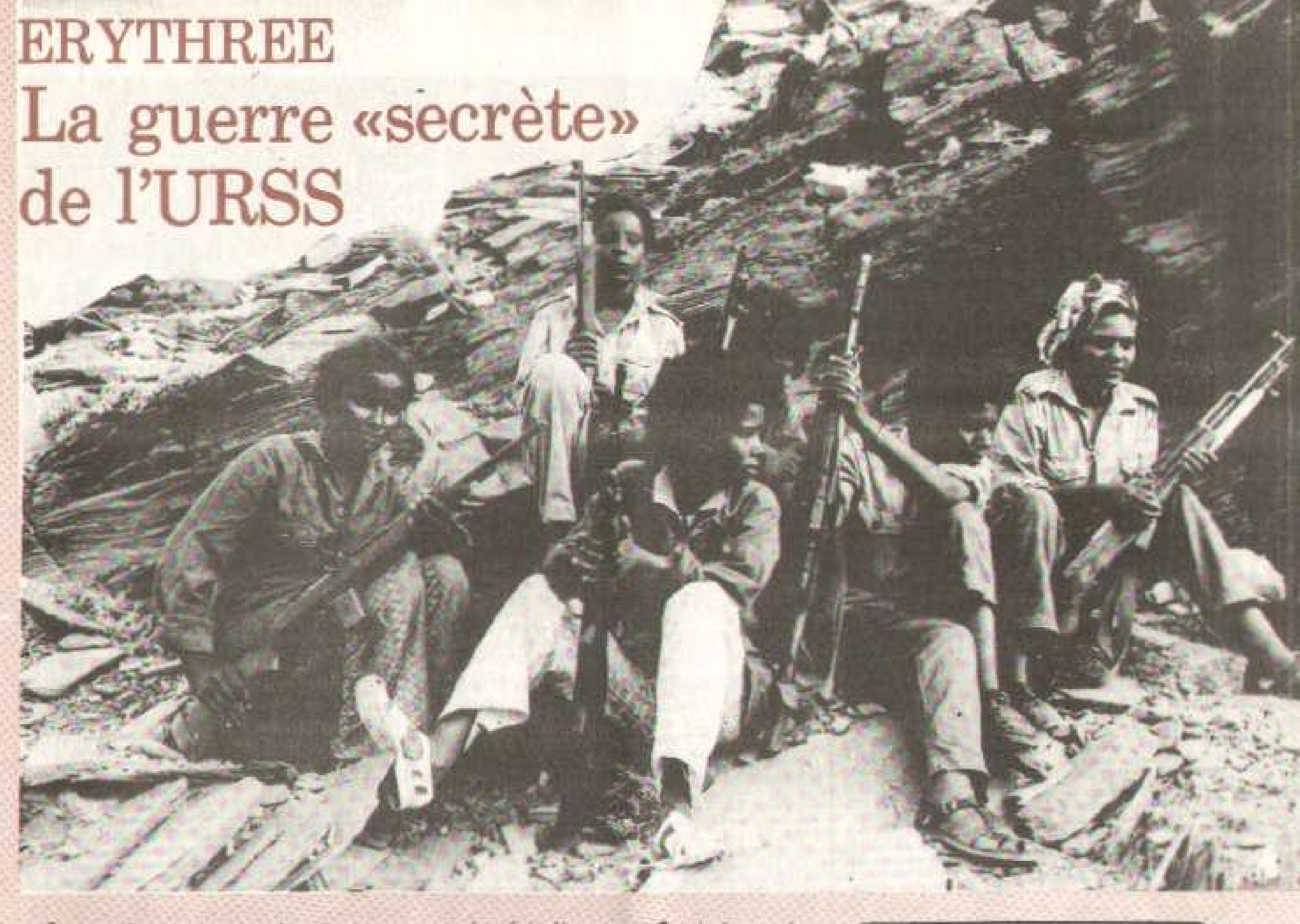
Prenons Esso. En 1978, il a vu ses profits augmenter de 13 % pour atteindre le montant de 1 187 milliards de centimes pour les seuls bénéfices déclarés. Soit quatre fois le produit national brut (ensemble de la production) d'un pays de six millions d'habitants comme le Mali. Les bénéfices cumulés pour 1978 de Mobil, Texaco, Gulf Oil, Esso, Standard Oil ont atteint 2 852 millions de centimes, soit bien plus que le produit national brut de la Tunisie. Oui, les trusts pétroliers se portent bien.

Aujourd'hui, ces trusts jouent sur une éventuelle prochaine hausse de l'OPEP en juillet, ils jouent aussi sur la limitation de la production du pétrole par l'OPEP. Il s'agit d'acheter du pétrole au prix actuel, d'en restreindre les ventes en le stockant et d'attendre la future hausse pour le revendre et empocher des superprofits. Ainsi, Exxon a baissé ses ventes de 10 % par rapport à mai 1978, Sun Co de 15 % et Texaco de 20 %. A tel point qu'il est difficile aujourd'hui de trouver du fuel pour ses besoins domestiques...

La spéculation bat son plein chez nos compagnies pétrolières qui ne ratent pas une occasion pour empocher des profits fabuleux, tandis qu'on veut jeter le soupçon sur les gros producteurs de pétrole à qui l'on voudrait faire porter le chapeau de la crise.

Catherine LEMAIRE

ERYTHREE
La guerre «secrète» de l'URSS



Pour mieux comprendre la lutte que mène à l'heure actuelle le peuple érythréen, il est utile de le replacer dans son contexte historique.

L'Érythrée, de par sa situation géographique et ses 1 200 kilomètres de côtes en bordure de la mer Rouge, à la charnière du Moyen Orient, de l'océan Indien et de l'Afrique orientale, a, dès le 16e siècle, attiré les convoitises des puissances candidates à l'hégémonie dans cette région d'une importance stratégique considérable.

Le peuple érythréen a résisté héroïquement aux envahisseurs portugais, turcs, Khédives égyptiens, italiens, anglais et aujourd'hui éthiopiens et soviétiques.

Comme partout ailleurs en Afrique, c'est le colonialisme qui a définit l'État-Nation d'Érythrée durant les dernièrs années du 19e siècle. C'est dans ce cadre que la nation érythréenne a pris conscience d'elle-même.

L'État-Nation d'Éthiopie fut défini en même temps, au cours du processus de conquête mené par le roi Ménélik envers les deux royaumes voisins. Il est reconnu comme souverain par les Italiens avec le traité de Chiali.

L'Éthiopie d'alors reconnut la souveraineté italienne en Érythrée et n'avança aucune prétention à une souveraineté sur ce territoire.

Après la défaite du fascisme italien, en 1941, l'Érythrée est occupée par les Britanniques jusqu'en 1952. A cette date, l'ONU, à l'instigation de l'impérialisme américain impose une pseudo fédération liant l'Érythrée à l'Éthiopie.

Pourtant, l'ONU reconnait explicitement la personnalité distincte de la nation érythréenne : Constitution, gouvernement, parlement, les deux langues officielles et le drapeau national.

Dès 1953, les États-Unis installent à Asmara une base militaire, la cinquième base américaine de par son importance. Dès l'entrée en vigueur de la « fédération », le régime féodal éthiopien s'emploie à briser toute vie nationale et démocratique en Érythrée : suppression de la presse, des syndicats, des partis politiques (une quinzaine), des deux langues. Le gouvernement et le parlement sont dissous et le drapeau national est remplacé par celui de l'Éthiopie. Le 14 novembre 1962, l'Érythrée est annexée par l'Éthiopie.

Mais déjà depuis septembre 1961, la lutte armée, la plus longue d'Afrique, est déclenchée. (Suite page 14)

- Interview du représentant du FPLE en France
- L'offensive soviétique
- Le programme du FPLE
- L'organisation dans les zones libérées

Claude LEBRUN

L'empereur éthiopien, Haïlé Sélassié, est alors soutenu dans tous les domaines par l'impérialisme américain.

Avec le renversement du régime féodal d'Haïlé Sélassié en 1974 nait l'espoir d'un règlement pacifique du problème érythréen. Ce règlement n'aboutit pas et devient carrément impossible lorsque l'URSS installe son emprise en Éthiopie.

Jusqu'à l'été 1978, les troupes éthiopiennes soutenues, armées et dirigées par les Soviétiques, avaient lancé quatre offensives qui se sont toutes soldées par un fiasco. A ce moment-là, jusqu'à 90 % du territoire sont libérés. C'est à une véritable guerre du peuple que se heurtent les agresseurs.

En un peu plus d'un an, le DERG éthiopien a reçu plus d'un milliard de dollars US d'aide militaire de la part de l'URSS. Le matériel livré par les Soviétiques est redoutable et considérable: Il s'ajoute au matériel américain déjà sur place. C'est ainsi qu'a été formée l'armée la plus puissante d'Afrique noire.

La cinquième grande offensive soviéto-éthiopienne a commencé le 18 novembre 1978. Mais, cette fois, et pour la première fois en Afrique, **les Soviétiques participent directement aux combats** et non plus par mercenaires interposés. Au début, il y avait treize généraux et 250 officiers supérieurs soviétiques. Alors que les Cubains seraient partis, ils sont maintenant 3 000 soviétiques.

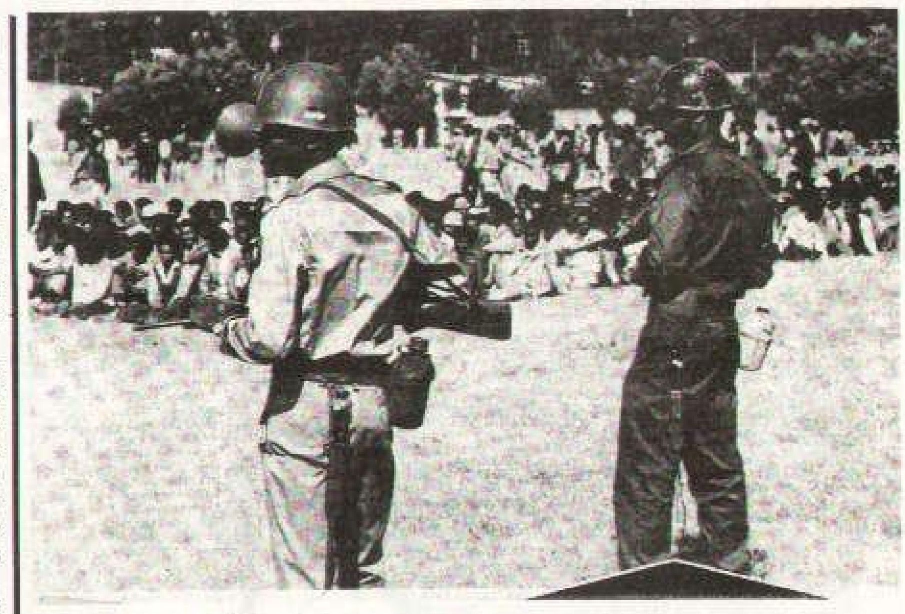
L'agression soviétique (avec ses bombes au napalm comme l'impérialisme américain contre les trois pays d'Indochine, etc) est un véritable génocide contre un peuple qui lutte pour son indépendance nationale.

Le régime éthiopien sert d'instrument à la domination de grande puissance impérialiste qu'est l'URSS d'aujourd'hui et les troupes éthiopiennes lui servent de chair à canon. C'est pourquoi aujourd'hui, on ne peut défendre la lutte du peuple érythréen sans dénoncer l'agression soviétique.

Face à cette situation **nous appelons tous les anti-impérialistes sincères à soutenir la lutte héroïque du peuple érythréen et à la populariser le plus largement possible.**

TROUPES SOVIÉTIQUES HORS D'ÉRYTHRÉE !

Claude LEBRUN



Manifestation étudiante contre la junte militaire.

La mainmise sur l'Ethiopie

« Sous le régime de Hailé Sélassié, notre peuple a connu la domination de l'impérialisme américain. C'était alors l'époque où l'Éthiopie servait de base militaire et de centre d'espionnage au service des USA : accord de défense mutuelle (22 mai 1953), participation de l'Éthiopie dans la guerre de Corée, etc.

Les patriotes éthiopiens ont sans cesse combattu cette mainmise américaine. L'indépendance nationale et la démocratie ont constitué en ce temps la plate-forme de rassemblement de l'immense majorité de la population. En février 1974, ce mécontentement donne naissance à un soulèvement général qui aboutit à l'écrasement du régime féodal de Hailé Sélassié.

Début 1977, tout en cherchant à exploiter le conflit somalo-éthiopien, l'URSS s'attache à exploiter le conflit en Érythrée tout comme l'impérialisme américain, du temps de l'empereur Haïlé Sélassié, l'exploitait pour accroître sa mainmise sur l'Éthiopie. Elle accorde au régime éthiopien une aide militaire au compte-goutte, directement proportionnelle aux concessions qu'elle arrache.

Ne s'engageant pas de façon tout azimut au côté du régime éthiopien, elle prolongera une situation de ni guerre ni paix, ménageant ainsi son influence en Érythrée, son image de marque à l'extérieur et ses possibilités de pression sur le régime militaire éthiopien. Une fois le régime éthiopien totalement acquis, l'URSS n'exclut pas la possibilité d'entamer un génocide en Érythrée. Le génocide est aujourd'hui entamé.

De l'évolution enregistrée durant les trois dernières années, il ressort que dans l'état actuel des choses, l'URSS est sortie favorisée. Ayant semé la subversion au Yémen pour accroître ses influences, contrôlant l'Éthiopie, l'URSS est devenue la puissance impérialiste qui domine la région. A l'image du rapport de force entre puissances impérialistes à l'échelle mondiale, les luttes d'influence dans la région ont donc conduit à un rééquilibrage aujourd'hui favorable à l'URSS.

L'événement le plus significatif qui a couvert de honte l'ensemble des patriotes est incontestablement l'accord dit de coopération signé entre l'URSS et l'Éthiopie lors de la visite du chef de l'État éthiopien à Moscou.

Ce dernier prévoit l'intervention des forces soviétiques non seulement en cas d'agression de l'Éthiopie par une force étrangère, mais aussi en cas de soulèvement intérieur. Il ne contient aucune clause ouvrant la possibilité à l'Éthiopie de déterminer souverainement sa politique extérieure.

Extraits d'un texte de patriotes éthiopiens.

Citation d'«Etude hongroise» sur l'Ethiopie

Une étude hongroise a affirmé : *«Le potentiel économique de l'Ethiopie est inégalable (...) En créant des entreprises agro-industrielles combinées nous pourrons assurer l'approvisionnement de notre pays en protéines animales. Nous pourrons nous procurer du café, du coton et autres produits du marché éthiopien (...) L'Ethiopie pourrait être un bon marché pour notre industrie.»*

Les silences du PCF

Les dirigeants du PCF se disent pour le droit à l'autodétermination du peuple érythréen et condamnent l'agression éthiopienne.

Mais soutenir la lutte du peuple érythréen, n'est-ce pas se trouver en contradiction avec l'URSS ? Comme l'aspect largement dominant dans leur politique internationale est l'alignement sur Moscou, ils refusent donc de dénoncer son agression (ce qui n'est pas le cas du PC italien).

En définitive, ce que le PCF tente de faire, c'est empêcher que des questions soient posées dans ses rangs, que les yeux s'ouvrent sur la nature expansionniste et impérialiste de l'URSS. Et le cas de l'Érythrée, pourtant particulièrement clair n'est qu'un exemple de ce genre de manœuvre.

Les origines du Mouvement national erythréen (1941-1978)

Dès les années 1940, sous la domination britannique, il y a la formation de plusieurs partis politiques. Aucun ne put mener véritablement la lutte pour l'indépendance du peuple érythréen.

A partir de 1950, l'Éthiopie maintient l'Érythrée sous son joug féodal. En 1958, elle fait supprimer le drapeau érythréen. C'est alors que les patriotes s'organisent clandestinement dans un mouvement national. La répression éthiopienne s'accroît et les patriotes estiment que les moyens pacifiques seuls ne peuvent mener à la victoire.

En 1960, se forme le Front de libération de l'Érythrée (FLE). Après une période de développement, les insuffisances politiques du FLE commencent à freiner la lutte. La révolution érythréenne passe alors par une phase cruciale où dominent les contradictions internes.

En 1970, se séparant du FLE, le Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE) se constitue.

A partir du 20 octobre 1977, les deux fronts sortent d'une guerre fratricide. Mûris par l'expérience, ils surmontent leurs différends pour s'accorder à terme sur la formation d'un front national démocratique unique.

Le 15 mars 1978, les modalités pratiques du processus d'unification sont arrêtées. Cela comprend notamment la constitution d'un haut commandement politique commun et la formation de comités communs (affaires militaires, économiques et sociales, diplomatiques). Un mensuel commun, *L'Unité*, va être édité.

Le FPLE est la force dominante dans le maquis, tant des points de vue militaire et social que du point de vue politique.

Il existe également un autre front, issu de la première direction du FLE à l'étranger. Il se sépare du FLE pour rejoindre le FPLE qu'il quitte ensuite, en mars 1976. Il s'agit du FLE-FPL, dirigé par Sabbé, qui, vraisemblablement, est très peu implanté et a peu d'influence.

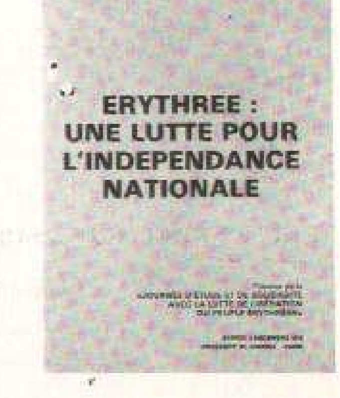
Le FPLE et l'URSS

Le 1er septembre 1978, dans l'appel du Comité central du FPLE, il était dit : *« Nous nous sommes abstenus jusqu'ici de mener une campagne pour exposer la vérité non seulement parce qu'elle pouvait être exploitée par l'impérialisme, mais aussi parce que nous croyions qu'il valait mieux déployer tous nos efforts pour amener ces pays socialistes à réviser leur position erronée. »*

Juste après le déclenchement de la cinquième offensive, le FPLE déclarait fin novembre à Kartoum : *« La guerre en Érythrée a changé d'aspect. C'est un combat soutenu non plus par le DERG mais par l'URSS. »*

Vient de paraitre

En vente aux Herbes sauvages
Prix de 10 à 15 F



Interview de Nafi KURDI, représentant du FPLE en France



«Nous en appelons à la solidarité des forces progressistes»

Notre lutte de libération nationale est une guerre prolongée. A l'heure actuelle, nous sommes passés de la phase offensive à la phase de défense stratégique.

– HR : Qu'entendez-vous par défense stratégique ?

Nous ne tombons pas dans le piège ennemi qui cherche à nous faire mener un combat inégal face à des forces supérieures en nombre. Par exemple, à propos de la défense de la ville de Keren. Cela consiste à préserver intactes nos forces humaines et matérielles, à rester près des bases arrières. Ainsi on a la capacité de pouvoir changer de tactique en un éclair et cela permet d'infliger des pertes cuisantes sur l'arrière de l'ennemi. Une fois entré à l'intérieur, l'ennemi, lui, doit occuper le terrain. Ce sera alors à notre tour de frapper. C'est ça le principe de la guerre du peuple.

Aucune arme destructrice ne peut venir à bout d'une telle guerre. De surcroît, notre peuple est déterminé et a une longue expérience.



Une assemblée populaire en zone libérée.

Aucune force brutale ne pourra entamer la détermination du peuple érythréen de lutter et de vaincre.

– HR : Quel est le bilan de la dernière offensive éthiopienne ?

Depuis la dernière offensive lancée le 18 novembre 1978, il y a eu 176 villages détruits, totalement ou partiellement. 13 000 civils ont été tués. Il y a 100 000 personnes qui se sont déplacées à l'intérieur de l'Érythrée. 17 000 autres ont dû gagner le Soudan voisin (ce qui porte le chiffre total à plus de 300 000). De vastes régions de récoltes ont été brûlées et du bétail décimé.

Les forces ennemies dans leur offensive ont utilisé toutes les armes d'une guerre conventionnelle, le napalm, les bombes à billes, au phosphore. Les bombardements sont effectués par des MIG 21 et 23 et, récemment, est intervenu le bombardier géant Sokhoi 7 dont une seule bombe pèse 300 kilogrammes, sans parler des chars, des roquettes, etc.

L'offensive est menée par 120 000 soldats éthiopiens, dirigés et encadrés par des officiers supérieurs soviétiques qui prennent part directement aux combats.

L'intervention soviétique est survenue au moment où notre combat avançait vers son objectif final, à savoir l'indépendance nationale. Au moment où les forces progressistes sur le terrain homogénéisent leur option, au moment où notre pouvoir populaire est profondément enraciné, où nos réalisations dans les domaines politique, économique et social ont atteint un niveau d'auto-suffisance.

Notre armée populaire a opté pour la retraite tactique des axes de communication et pour la retraite stratégique de certaines villes. Néanmoins, des défaites cuisantes ont été affligées aux forces de la « **sainte alliance** » : plus de 17 000 soldats éthiopiens ont été tués, quatre MIG ont été abattus, ainsi qu'un hélicoptère, trois équipages soviétiques, dont un colonel, ont été tués. Il y a eu plus de 300 camions détruits, 96 chars ou blindés détruits et une quinzaine capturés. Deux DCA et un nombre considérable d'armements et de munitions ont été saisis.

On est en droit de s'interroger sur le pourquoi de cette agression de l'Union soviétique. Il y a 29 ans, l'URSS a soutenu l'indépendance de l'Érythrée, la mémoire lui ferait-elle défaut ?

– HR : Quelles sont les perspectives de développement ?

Si l'intervention de l'URSS, aux côtés du DERG fasciste, nous a infligé des revers – dans la mesure où nous avons abandonné les villes et, par là, nous a éloigné de notre objectif – elle a le mérite d'avoir suscité la solidarité des forces progressistes et démocratiques qui, de par le monde, soutiennent la lutte du peuple contre la domination étrangère.

Si nous avons évacué de notre propre gré les villes, c'est pour préserver intactes nos forces et consolider davantage nos bases arrière. Plus les forces d'agression soviétiques et éthiopiennes s'enfoncent en profondeur, plus elles subiront de défaites. Si la participation soviétique se limite aux officiers supérieurs, on a vu ailleurs que cette logique d'intervention les place devant un dilemne : envoyer des troupes ou se retirer, dans les deux cas, nous sommes gagnants.

En Éthiopie même, la mort de dizaines de milliers de soldats enrôlés contre leur gré dans une guerre injuste commence à poser des problèmes sérieux pour la junte fasciste, même dans les villes les plus éloignées. Ce facteur aussi joue en notre faveur.

L'agression soviétique contre notre lutte de libération nationale est la plus ignoble qu'ait jamais connue notre peuple.

Malgré tout cela, les crimes de l'impérialisme américain ne seront jamais oubliés. Malgré l'intervention soviétique, nous n'allons pas faire une alliance contre nature. Nous ne ferons jamais appel à l'occident impérialiste et notamment à son chef de file l'impérialisme américain qui restera notre ennemi de toujours.

Cette guerre, nous la menons pour recouvrer notre identité nationale, notre dignité d'homme mais surtout pour édifier une nouvelle société où l'exploitation de l'homme par l'homme aura disparu. Notre combat est une contribution quotidienne à l'affaiblissement de l'impérialisme des grandes puissances et leurs prétentions hégémonistes pour asservir les peuples. C'est pourquoi, elle mérite qu'on la soutienne, qu'un vaste mouvement de solidarité s'affirme à son égard : c'est ce que nous attendons des forces progressistes en France et dans le monde.

Propos recueillis par Claude LEBRUN

Le 1er Mai dans les zones libérées

Le 1er Mai, l'an dernier, s'est déroulé dans une ambiance révolutionnaire. Comme partout ailleurs dans les zones libérées, dans notre ville de Kéren, il y avait un grand meeting qui rassemblait plus de 20 000 personnes. Nos patriotes étaient venus dans leur costume national ce fut une grande fête populaire.

Le camarade Ramadon Mohamed Nur, secrétaire général du FPLE, prenant la parole, a fait l'historique de notre lutte de libération nationale en général et de la classe ouvrière en particulier ; lutte dont il a affirmé le rôle dirigeant ainsi que l'idéologie au sein de la révolution.

Les représentants des associations de travailleurs et de paysans ont pris la parole pour commémorer cette journée historique et affirmer leur alliance indestructible. Les pionniers (« Les FLeurs rouges ») ont interprété une pièce anticolonialiste de leur création.

Le groupe culturel musical a interprété des chants révolutionnaires en plusieurs langues érythréennes. Nos combattants et la population ont dansé joyeusement les différentes danses folkloriques.

A la fin du rassemblement, tous ensemble on chantait l'Internationale. J'ai ressenti une forte émotion. Quand ce fut fini, l'aube pointait.

Cette année, ce sera différent, les rassemblements seront plus restreints. Dans certaines villes, ils seront organisés clandestinement.

(Propos recueillis le 26/4/79)



Superficie : 119 000 kilomètres carrés ; Population : 4 000 000 habitants (80 % de paysans) ; Neuf nationalités : Tigrinyans, Tigrés, Saho, Afars, Bilen, Beja, Baria, Baza, Illit. Langues officielles : arabe et tigrinya. Côtes : 1 200 km. Important archipel : 126 îles. Ports principaux : Massaouah et Assab. Réseau routier excellent : 3 016 km. Produits agricoles : céréales, légumes, agrumes, bananes, coton, tabac... Cheptel : 10 000 000 bovins, ovins, camelins. Pêche. Industries légères variées. Gisements : cuivre, or, fer, pétrole, potasse...

Les 11 points du programme du FPLE

1) Instaurer un gouvernement démocratique et populaire.
2) Édifier une économie nationale autosuffisante, indépendante et planifiée.
3) Élever la culture, l'éducation, la technologie et la santé publique.
4) Protéger les droits sociaux.
5) Sauvegarder l'unité et l'égalité de toutes les nationalités.
6) Édifier une armée populaire puissante.
7) Respecter la liberté de croyance.
8) Traiter humainement les prisonniers de guerre, encourager les soldats érythréens qui servent dans l'armée d'occupation à se joindre à la révolution.
9) Défendre les droits des Érythréens résidant à l'étranger.
10) Protéger les droits des étrangers résidant en Érythrée :

(Accorder aux ressortissants étrangers qui ont soutenu notre combat libérateur le droit de vivre en Érythrée et d'y travailler. Punir ceux qui ont collaboré avec l'ennemi).

11) Appliquer une politique étrangère de paix et de neutralité :

Établir des relations diplomatiques avec tous les pays du monde sans distinction de régimes politiques, sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique. Soutenir les luttes révolutionnaires des peuples du monde entier notamment en Afrique, Asie et Amérique latine. Ne pas participer aux alliances militaires, ne pas accepter l'implantation de bases militaires d'un pays étranger sur notre territoire national. Accepter de tous les pays et organisations qui reconnaîtront la légitimité de la lutte du peuple érythréen une aide sans condition et sans ingérence dans nos affaires intérieures.

* Nous ne mentionnons ici que les têtes de chapitre. Un résumé est paru dans *Érythrée en lutte* de mars 1977. Pour la documentation, écrivez à cette revue : 50, rue du Faubourg Saint-Antoine – 75012 PARIS.



L'Afrique en chiffres

300 millions d'hommes.

Sa part dans la production mondiale, en matières premières : 38 % pour le chrome, 41 % pour le manganèse, 23 % pour l'uranium, 74 % pour le cobalt, 58 % pour le cacao, 28 % pour le café, etc.

Dans les six premiers mois de 1978, l'URSS a livré 120 000 tonnes de matériel militaire à 12 pays d'Afrique. En un an, elle a fourni à la junte éthiopienne autant de matériel militaire que les USA en 20 ans.

Les troupes soviétio-cubaines, environ 50 000 hommes dont environ 10 000 cadres soviétiques, sont présentes dans 13 pays d'Afrique. Les troupes françaises comptent à peu près 14 000 hommes.

L'URSS est le seul pays impérialiste qui conquiert de nouvelles zones d'influence sur ce continent.

L'offensive soviétique

Au cours du mois de novembre 1977, l'URSS, par un pont aérien sans précédent dans l'histoire mondiale, utilisant plus de 220 avions gros porteurs, a débarqué en Éthiopie plus de 20 000 mercenaires cubains et de certains pays du Pacte de Varsovie. Elle a débarqué aussi des dizaines de milliers de tonnes de matériel militaire le plus sophistiqué. Des unités des flottes de la mer Noire, de la Méditerranée et de l'océan Indien ont soutenu et protégé ce pont aérien, qu'un satellite militaire, mis en orbite tout exprès, permettait de commander et de superviser.

Ces quatre dernières années, c'est surtout à l'offensive soviétique de grande envergure qu'il faut faire face, dans cette région, sur les flancs de l'Europe.

L'URSS, agissant par mercenaires interposés, a cherché à couper l'Afrique en deux. Tout d'abord, ce fut l'Angola à l'Ouest, puis l'Éthiopie à l'Est, afin de conquérir des points d'appuis importants et de pouvoir continuer son offensive. Elle s'en est pris au Zaïre, le pays le plus grand et situé au centre de l'Afrique. Mais par deux fois elle a subi un échec.

L'URSS a adopté les mêmes méthodes que les impérialistes américains : fomenter les complots pour tenter de renverser des gouvernements qui lui résistent : par deux fois au Soudan, en 1970 et 1976 ; et le 9 avril 1978 en Somalie. Elle a échoué partout, sauf en Afghanistan.

Exploiter le conflit somalo-éthiopien

En février 1977, la junte éthiopienne (le DERG) est quasiment en guerre avec le Soudan. En mai, les opérations éthiopiennes à la frontière du Soudan redoublent d'ampleur. L'URSS, qui entretient alors de très bons rapports avec le gouvernement somalien, suggère au DERG de concentrer son appareil militaire à la frontière du Soudan, en lui garantissant qu'elle userait de son influence pour calmer l'ardeur de l'armée somalienne. C'est ce que fait le DERG.

Le 23 juillet, l'URSS donne le feu vert à l'armée somalienne, qui traverse la frontière et menace très vite d'occuper deux agglomérations, ce qui entrainerait la chute du DERG. L'URSS se présente à celui-ci comme le rempart à une agression qu'elle a elle-même provoquée.

Sur l'autre rive de la mer Rouge

A la suite de cela, la Somalie rompt ses liens avec l'URSS. Le dock flottant de l'URSS utilisé pour entreposer du matériel et installé à Berbera (Somalie) est déplacé à Aden, au Yemen du Sud où l'URSS a également une grande influence. Avec en plus la base soviétique installée sur l'archipel de Dahlak. Deux bases idéales pour attaquer l'Érythrée !

Et en juin 1978, l'URSS n'est-elle pas également derrière l'assassinat des présidents des deux Yémen?

Un peu plus haut, l'impérialisme américain conserve Israël comme place-forte. Il a par contre été déchu en Iran, où, depuis un certain temps, l'URSS cherche fébrilement à prendre sa place.

CL



Une situation stratégique

USA : 1950 Foster Dulles

A propos de l'Érythrée, Fuster Dulles déclarait en 1950 : *« L'intérêt stratégique en mer Rouge et les considérations de sécurité et de paix dans le monde font que ce pays doit être rattaché à l'Éthiopie qui est notre amie ».*

Au milieu des années 50, les Américains affirmaient : *« Ce qui est en jeu pour les États-Unis en Éthiopie, c'est le contrôle de la mer Rouge, route internationale vitale, menant de l'océan Indien et du golfe d'Aden vers le canal de Suez et la Méditerranée. Ce qui est en danger, c'est l'avenir de toutes les régions du Moyen Orient, grandes productrices de pétrole, l'avenir d'Israël et la route stratégique de la mer Rouge ».* (US News and World Report).

URSS : 1978

Un haut fonctionnaire

Le 3 février 1978, un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères à Moscou déclarait : *« La corne de l'Afrique revêt d'abord et avant tout une importance militaire, politique et économique qui réside dans sa position de point d'attache des deux continents d'Asie et d'Afrique. Il existe nombre d'excellents ports maritimes dans le golfe persique et l'océan Indien. De plus on y trouve des routes maritimes qui relient les pays producteurs de pétrole à l'Amérique et à l'Europe ».*

La position de la Chine

Dans le numéro de *Beijing-Information* du 18/12/1978 et dans les *Cahiers de la Chine nouvelle*, un article dénonçait les bombardements soviétiques du 2 décembre et la nature agressive de l'URSS. Il faisait état des combats et des forces en présence. L'article rappelait le problème érythréen et disait que le peuple avait pris les armes en 1961 jusqu'à aujourd'hui pour acquérir son indépendance.

L'organisation dans les zones libérées*

Sur le plan politique

Mobilisation, politisation et propagation de la pensée révolutionnaire au sein des masses. Explication de la ligne politique du FPLE sur la base de l'anti-impérialisme, de l'anti-colonialisme, de l'anti-néocolonialisme et de l'anti-sionisme de telle sorte que les sentiments anti-américains ne peuvent être mis en cause chez nos combattants et nos masses.

Éducation et alphabétisation

Liquidation totale de l'analphabétisme au sein de notre armée populaire qui compte des dizaines de milliers de combattants. Ouverture d'une école dans chaque village : des milliers d'écoliers sont ainsi scolarisés. En outre, création d'une école avec internat, d'un niveau élevé, dans les zones libérées, accueillant aujourd'hui plus de 600 enfants de 5 à 15 ans. Ces enfants sont ceux des combattants, des martyrs, des réfugiés ; des cadres compétents assurent l'enseignement.

(Suite page 20)



L'alphabétisation est une lutte prioritaire au sein de l'armée populaire. Ci-dessous, grâce à la coopération entre les combattants et les paysans, des milliers d'hectares ont été cultivés en zone libérée.





Dépôt et fabrique d'armes souterraines.



Soigner est une tâche prioritaire. 25 % du budget du front sont consacrés à la santé.

(Suite de la page 19)

Formation des cadres

Une école de formation des cadres a été créée et a déjà formé 1 250 combattants, pour la plupart ouvriers, paysans et semi-nomades, ossature véritable de notre combat libérateur. Elle atteint un niveau de maturité politique très élevé.

Organisations des masses

Un travail acharné a abouti à organiser les masses dans les zones libérées et aussi clandestinement dans les villes sous occupation. A la campagne, une association de paysans est officiellement instaurée ; elle compte plusieurs dizaines de milliers de paysans. Avec les plus conscients, on forme des noyaux armés qui constituent la milice populaire paysanne. Dans le territoire libéré, et secrètement dans les villes, une association de travailleurs assume déjà son rôle d'avant-garde dans notre lutte libératrice. En outre, des organisations pour les femmes, la jeunesse et les étudiants se constituent aussi bien en ville que dans les zones libérées.

Affaires sociales

La politique du FPLE consiste à protéger les déracinés et à encourager ceux qui se trouvent au Soudan à regagner les zones libérées. Dans ce but, un effort considérable à été déployé. Des maisons en dur ont été bâties dans une vaste zone pour reloger les réfugiés et aujourd'hui plus d'un millier de familles érythréennes ont retrouvé une vie certes difficile mais digne. Le FPLE leur a procuré non seulement des logements mais aussi de la nourriture, des soins, des vêtements et de l'éducation. Notre ambition est grande mais les moyens matériels nous font souvent défaut. Ici l'aide humanitaire reste plus qu'urgente.

Information

Le FPLE diffuse de nombreuses publications, outre notre organe mensuel *Marih* (l'Avant-garde) et d'innombrables brochures d'alphabétisation et d'éducation politique générale, des ouvrages sur la pensée et l'expérience révolutionnaires traduits en tigrinya et republiés en arabe.

Sur le plan agricole

Avec la libération de la totalité de la campagne, notre front a investi les terres appartenant aux forces d'occupation éthiopiennes et leurs alliés locaux ou étrangers. Grâce à la coopération entre les combattants et les paysans, des milliers d'hectares ont été cultivés. Ainsi plus de 50 % de nos besoins alimentaires en grains ont été couverts au cours de l'année précédente. Quant aux concessions produisant des agrumes, leur production couvre 70 % de nos besoins et 30 % sont commercialisés localement. L'effort de notre front vise à assurer à nos masses la nourriture et les vêtements en premier lieu, à étendre la superficie de certaines cultures commerciales comme le café. Des petites usines de textiles sont en cours de construction. Quant à la réforme agraire, elle bat son plein et la devise de notre front dans ce domaine est *« rendre les paysans maitres véritables de leur campagne »*. Le FPLE encourage les petits paysans à former des coopératives agricoles. Les combattants labourent leurs champs avec des tracteurs et le Front distribue gratuitement des semences. Plus encore, il leur achète la production au prix du marché, etc.

Industries légères et artisanales

Ateliers de réparation et de pièces de rechange pour l'armement, fabrication de meubles, électricité, électronique, travail des métaux, etc.

Construction de routes et de bâtiments

Maisons, dépôts en dur ont été construits, 1 500 kilomètres de routes difficiles à l'aide de pioches, marteaux et dynamite sont l'œuvre de nos combattants et cadres.

Sur le plan sanitaire

Avec le déclenchement de la lutte armée, les villageois érythréens ont bénéficié de soins pour la première fois. Avec l'extension de la zone libérée, notre Front a assuré aux masses la protection sanitaire, quatre grands hôpitaux, vingt dispensaires et onze groupes médicaux ambulants y pourvoient. Douze médecins spécialistes et des centaines d'aides médicaux et d'infirmiers veillent sur la santé de nos masses et de nos combattants. Notre Front dépense 25 % de son budget dans ce domaine. 500 combattants ont été formés pour donner les premiers soins. De ce fait, le plus lointain village a vu l'aspirine, par exemple, pour la première fois.

* Sous le contrôle du FPLE.

Extrait de « Erythrée en lutte » Chiffres de l'année 1976

RENCONTRE FRANCO-SOVIETIQUE

Giscard mord à l'appât



Pour la 2e fois de son septennat, Giscard s'est rendu à Moscou. Au centre de sa visite, de puissants intérêts économiques.

Au centre de la visite de Giscard se trouvaient les questions économiques, auxquelles Brejnev tient tant dans la mesure où elles lui permettent de combler le retard technologique de l'URSS. En effet, la France livre à l'Union soviétique des équipements de haut niveau : des équipements pétroliers, des produits chimiques, une usine de tôles, une usine d'alumine, etc. En tout, cela représentait en 1978 quelque 12 milliards de francs.

Giscard représente les monopoles français, et il est soucieux de leur ouvrir les vastesdébouchés que représente dans l'immédiat le marché soviétique.

Mais il faut voir aussi l'intérêt, bien supérieur, de Brejnev.

L'intérêt du Kremlin

Les marchandises libérées par la France sont d'importance stratégique. Comme l'usine d'alumine, elles servent directement l'industrie militaire soviétique. Comme les équipements pétroliers, elles servent directement la stratégie mondiale de l'URSS. A l'heure de la crise énergétique, le développement des exportations pétrolières de l'URSS vers l'Europe occidentale est pour elle un moyen de contrôler les approvisionnements de ces pays. C'est là un moyen de pression considérable que Giscard contribue à donner au Kremlin.

Par ailleurs, les conditions financières du commerce franco-soviétique sont nettement à l'avantage de l'URSS qui achète pour une large part à crédit. Sa dette extérieure envers le monde occidental est en accroissement régulier : 16,3 milliards de dollars à fin 1977. Récemment, une commission de l'ONU a tiré la sonnette d'alarme — car, comment le Kremlin pourra-t-il rembourser une dette croissante ? Ne sera-t-il pas tenté un jour, de s'en libérer brutalement, par la guerre ?

Il est certain que le développement des relations économiques avec l'URSS est lourd de dangers pour l'avenir. En misant à fond sur elles, Giscard sacrifie l'avenir de notre pays sur l'autel des profits monopolistes. D'autant plus que pour décrocher les marchés, il a fait courbette sur courbette à Brejnev, lui prêtant des intentions « pacifiques » dont de plus en plus de peuples — le peuple cambodgien en premier — percent le caractère illusoire.

Jean SCHUBERT

Le commerce franco-soviétique

En 1978, les importations françaises de produits soviétiques représentaient (pour neuf mois) 893,16 millions de dollars — soit une augmentation de 11,4 % par rapport à 1977. Les exportations françaises représentaient 978,33 millions de dollars, soit une diminution de 13,9 % par rapport à 1977.

Pour l'URSS, le déficit du commerce avec la France représentait en 1978 (neuf mois) 85,17 millions de dollars.

Pour la période 1975-1979, la France a accordé déjà 13,8 milliards de crédit. Et il est prévu une « rallonge » de 10 milliards de dollars...

Sept accords signés à Moscou

Sept accords ont été signés à Moscou au terme de la visite de Giscard. Le plus important est un programme de coopération *« dans l'intérêt de la détente et de la paix »* : il apporte le plein soutien de Giscard aux efforts du Kremlin pour se faire passer pour un doux agneau pacifique. Les deux pays, indique-t-il, *« feront tout ce qui dépend d'eux pour que l'humanité soit débarrassée de la menace de la guerre »*.

Les sept accords prévoient le développement de la coopération franco-soviétique dans tous les domaines : politique, économique, scientifique, culturel, linguistique, militaire et spatial.

Certains d'entre eux sont valables jusqu'à 1990.

REVUE DE PRESSE

L'URSS VEUT-ELLE LA PAIX ?

La presse répond à Giscard



Les gentillesses de Giscard envers Brejnev, ses compliments pour la « modération » et la « retenue » dont l'URSS aurait fait preuve en Asie du Sud-Est n'ont échappé aux yeux de personne. En soulignant le caractère pacifique de l'URSS, Giscard a accompli un acte grave... et presque solitaire.

Car, à l'exception de celle du PCF, la presse française de droite et de gauche, s'inquiète de plus en plus des ambitions hégémonistes de l'URSS. A preuve la revue de presse ci-dessous.

Jean SCHUBERT

«L'Express» (21-27 avril 1979)

(...) « Hélas ! les faits parlent trop clair : tant par son matériel que par ses plans stratégiques, l'armée soviétique est bel et bien conçue en vue d'une guerre offensive. Tout comme la flotte. Constater cette réalité n'est pas combattre la détente. C'est seulement refuser de donner au mot détente le sens du futur protectorat soviétique sur l'Europe occidentale.

Car la politique de détente doit consister à relâcher les tensions et non pas à accepter le protectorat pour éviter les tensions. Lorsque le gouvernement français fait déprogrammer par la télévision un film qui risquerait de déplaire aux Soviétiques (ce qui est arrivé par trois fois en mars 1979), il ne peut plus dire que la détente sert à préserver notre indépendance culturelle, puisqu'il la lui sacrifie préventivement. Lorsque Bonn, cédant à une pression soviétique ouverte, écarte par avance le stationnement éventuel de fusées nucléaires de moyenne portée en République fédérale, c'est là une concession unilatérale, sans la moindre contrepartie. Arguer que l'on sauve ainsi la détente est fallacieux, car que vaut un moyen auquel on immole son propre but : la sécurité ? C'est comme si l'on se rendait en prison pour éviter d'être incarcéré (...).

Jean-François REVEL

«Le Nouvel observateur» (15-21 janvier 1979)

(...) La semaine dernière, à Milan, lors lors d'un vaste colloque international de toute la gauche européenne, organisé par *Il Manifesto* à l'occasion du dixième anniversaire de l'invasion de Prague, j'ai posé aux camarades communistes, socialistes et à ceux de la nouvelle gauche des questions sur l'expansionnisme soviétique et sur « l'obsession chinoise » de Brejnev. Personne n'a essayé de réfuter mes arguments ou de nier que la politique de l'URSS puisse être agressive.. Mais tout le monde semblait croire qu'il s'agissait d'une perspective lointaine, que le conflit en Asie n'était pas pour demain et que nous devions d'abord nous occuper de nos propres affaires, plus urgentes, en luttant, par exemple, pour une démocratisation de l'Europe de l'Est.

Dimanche soir, à l'aéroport de Milan, sur le chemin du retour à Paris, un flash de la télévision italienne m'a appris la chute de Phnom Penh. Je n'ai pas une larme à verser sur Pol Pot mais je crains que nous n'assistions déjà au début de la guerre soviétique en Asie.

K.S. KAROL

«Figaro-Magazine»

(24 février 1979)

(...) La vérité, c'est que la bataille d'Afrique est depuis longtemps engagée. Bataille pour le contrôle des gisements propres au continent africain : bataille pour le contrôle des voies d'acheminement du pétrole. Ce n'est pas pour rien que la flotte russe est de plus en plus présente dans l'océan Indien, ni qu'elle dispose d'un chapelet d'escales autour de l'Afrique (...).

(...) Or, de nos jours, il n'y a plus d'isolement des conflits. De l'Extrême Orient à l'Amérique latine, en passant par toutes les régions d'Asie et d'Afrique, il y a autour de la terre cent foyers d'explosion reliés entre eux comme par un cordon Bickford. Et de conflit local en conflit local, où les plus grands intérêts s'affrontent, on se dirige vers le chaos planétaire (...).

(...) Il faut lucidement se préparer à affronter le pire, si nous voulons conserver l'espoir de l'éviter (...).

Maurice DRUON

INDE

Echec à Kossyguine

Alexis Kossyguine, président du Conseil des ministres de l'URSS, avait offert de construire une grande centrale atomique en Inde, lors de sa visite dans ce pays en mars dernier. Le gouvernement indien vient de lui opposer un refus poli mais ferme. Le souvenir cuisant de l'« *aide* » soviétique à l'Inde et de la dépendance qui s'ensuivait pour ce pays est encore trop frais pour que l'Inde accepte de dépendre de l'URSS dans un domaine aussi essentiel que celui de l'énergie.

Une délégation du Comité central du PCRml en Chine

Une délégation du Comité central du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), conduite par son secrétaire général, Max Cluzot, vient d'effectuer une visite en République populaire de Chine, à l'invitation du Département international du Comité central du Parti communiste chinois. A la veille de son départ, elle a été reçue et fêtée par Ji Pengfei, vice-président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale et responsable de ce département.

SUEDE

20 000 personnes à un meeting de soutien au Kampuchea

Environ 20 000 personnes ont assisté le 1er Mai à un meeting tenu au Parc royal de Stockholm pour soutenir la lutte du peuple kampuchéen contre les agresseurs vietnamiens et exiger le retrait des troupes d'agression vietnamiennes au Kampuchea.

Som San, représentant du gouvernement du Kampuchea démocratique à la conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, a pris la parole au meeting. Il a dénoncé les crimes commis par les envahisseurs vietnamiens au Kampuchea et fait un exposé sur la résistance vaillante du peuple contre les agresseurs. Les participants ont scandé : *« Les Vietnamiens hors du Kampuchea ! »*.

Le meeting a été organisé par l'Association d'amitié Suède-Kampuchea.

DU MONDE ENTIER

En bref...

ARGENTINE

La première grève générale depuis Videla

Pour la première fois depuis l'instauration du régime fasciste du général Videla, en 1976, une grève générale a paralysé l'Argentine le 27 avril dernier.

Cette grève générale, sous le nom de *« journée nationale de protestation »*, avait été convoquée par la *« commission des 25 »*, d'inspiration péroniste, qui regroupe vingt-cinq des plus importants syndicats du pays. Elle avait pour but, non seulement de réclamer une augmentation générale des salaires, mais encore de protester contre la politique économique et sociale du gouvernement, exiger la libération des syndicalistes emprisonnés, le respect des droits syndicaux et la défense de l'économie nationale contre la mainmise des multinationales. Il s'agissait donc d'une grève nettement politique et son succès témoigne de la mobilisation de la classe ouvrière argentine contre le régime de Videla.

La grève a été totale dans la ceinture industrielle de Buenos-Aires qui regroupe quarante pour cent de la population du pays. Les usines automobiles, métallurgiques, textiles et papetières notamment, ont été totalement paralysées. Tandis que les activités des entreprises frigorifiques, du port et des chemins de fer étaient presque complètement arrêtées. D'après la « commission des 25 », la grève a été suivie à soixante-dix pour cent dans tout le pays.

Le succès de cette première grève générale sous le régime de Videla est d'autant plus remarquable que le gouvernement avait tout fait pour l'empêcher. Le gouvernement de Videla avait averti qu'il ne tolérerait pas la réalisation de la « journée nationale de protestation » et qu'il « garantirait par tous les moyens la liberté du travail et l'ordre public ». Par ailleurs, il avait arrêté vingt et un dirigeants de la « commission des 25 ».

Aussitôt cependant une *« commission provisoire »* se mettait en place et confirmait l'appel à la grève.

De fait, le 27 avril, devant la puissance du mouvement et la discipline parfaite des grévistes, les forces de l'ordre n'ont pas osé intervenir.

Cette grève générale signifie sans aucun doute un important pas en avant dans l'unité et la combativité de la classe ouvrière argentine.



GARDANNE (13)

Le tour du chômage en 365 jours

Dans quelques jours, un anniversaire pour Patrick et Arlette : 1 an de chômage. Dans une région où plus de 8 % de la population active est sans travail. Selon le «Nouvel économiste» une des régions de France les plus touchées. Notre correspondant à Gardanne a rencontré cette famille.

Et pourtant Patrick et Arlette avaient toutes les qualifications nécessaires. Lui, sorti de l'école avec le certificat d'étude à 14 ans, entré chez un géomètre en apprentissage ; au bout de 10 ans, à coup de travail sérieux et de cours du soir, il était devenu géomètre. Il avait trouvé une place mieux payée dans une entreprise de bâtiment public dont le siège social est à Montpellier.

Arlette a dix ans d'expérience de secrétaire qualifiée d'avocat et avait fini par démissionner, totalement écœurée par les pratiques de son patron qui ne se gênait pas pour envoyer l'huissier à des familles qui avaient économisé pour construire leur maison.

200 lettres ! 63 réponses négatives

« On finit par regretter cet enfant qu'on a mis en route ! S'il n'était pas là, nous serions deux à chercher du travail ! Eh, oui, monsieur Debré, c'est pas l'envie de faire des enfants qui manque de nos jours, c'est l'argent ! »

Et la course au travail a commencé. L'inscription au bureau de chômage ! 175 pointages... et pas un seul boulot proposé. L'Agence pour l'emploi n'a pas proposé une seule offre d'emploi en un an !

Alors Patrick et Arlette ont écrit 200 lettres. Ils ont écrit à toutes les administrations... toutes susceptibles d'embaucher un géomètre (chef de travaux de TP). A l'aide du Bottin, ils ont écrit au siège social de dizaines d'entreprises. Ils n'ont reçu que 63 réponses, toutes négatives bien entendu avec des politesses et des ronds de jambes.

Mais Patrick s'entête à trouver du travail, au point d'avoir fait toute la région marseillaise ! Pas une seule entreprise susceptible d'embaucher un travailleur de sa qualification.

Treize à table sur une retraite d'employé de bureau

Iras-tu t'installer dans la maison familiale où ils sont déjà 13 à vivre sur la retraite du père, ancien employé mis à la retraite à 62 ans ! Il y a les parents, Véronique, 10 ans, Jean-Michel, apprenti dans un centre, Georges, 19 ans, carrossier qui vient de terminer il y a quelques mois son armée. Métier ? Chômeur ! Sans un sou. Comme ces dizaines de milliers de jeunes qui sortent de l'école ou de l'armée.

Sont venus s'installer Robert, sa femme et leurs deux enfant, 3 et 5 ans. Son cadeau de Noël : licencié par une entreprise intérimaire qui travaille pour Cadarache. Il faut attendre au moins deux mois pour toucher les premiers... versements... alors, heureusement qu'il reste la famille.

Et chaque soir, Jean, sa femme et leurs deux enfants de 1 et 3 ans, viennent s'asseoir à la table familiale. Eux ont pu rester chez eux. Ils peuvent payer leur loyer d'HLM grâce aux prestations familiales. Jean était dans la même entreprise intérimaire que son frère, peintre en bâtiment comme lui. Ils ont été quinze licenciés sur vingt, tous syndiqués. Eux deux n'avaient pas six mois de travail. Ils ont obtenu que leur préavis de licenciement ne soit envoyé que quinze jours plus tard, ceci afin de percevoir les allocations.

Jacques, l'autre frère, est-il mieux loti ? Si peu ! Sa femme ? Pas à prendre avec des pincettes ! Et pour cause, il fait partie de la prochaine vague. Soudeur à l'arc aux chantiers navals de la Ciotat, son licenciement lui pend au nez.

Déjà, ils vivent sur les nerfs. Des gros salaires, dit-on, dans la région. Avec le chômage technique, les 90 %, ils ne seront plus à plaindre. Tu parles. Tout en primes de risque, de panier, de déplacement, etc. L'ANPE va calculer ses prestations sur le salaire de base, soit 2 500 F. Le logement de fonction leur sera retiré. 90 % de 2 500 F sans logement et avec deux enfants ! Et puis la course au chômage dans une région où un travailleur sur cinq est chômeur. Et les 90 % qui seront remaniés, modulés comme ils disent ! Il y a vraiment de quoi vivre sur les nerfs.

Travailler au Gabon à ses frais

Faut changer de région ! Faut se reconvertir ? Faut prendre le vent sans se laisser balayer ! Demandez à Patrick, il est allé jusqu'au... Gabon... pour apprendre que... l'exploitation est encore pire peut-être car là-bas les exploiteurs, français bien entendu, des jeunes loups aux dents bien françaises ont tous les pouvoirs. Au fond de la savane, les lois sont lointaines, et lesquelles, françaises ou gabonnaises ? Alors Patrick y a laissé ses dernières économies, plumé comme un vulgaire pigeon.

Alors, au bout de trois semaines, Patrick a décidé de retourner ! Rupture de contrat : donc pas un radis. Mais à titre de générosité patronale, le billet retour avion payé !

Se reconvertir ? Mais Patrick qui aime son boulot de géomètre est prêt à faire une formation professionnelle, il ne demande même que cela.

Il se heurte à des portes fermées à des *« Attendez, vous serez convoqué ! »*

Propos recueillis par le correspondant de Gardanne

Fièvre aphteuse

BILAN

Pierre Tellier

Le 23 mars, un lourd et épais silence s'abattait sur les campagnes du Bessin, de Carentan et de Ste-Mère-l'Église. La fièvre aphteuse venait de faire son apparition dans le Calvados et la Manche. Partout pédiluves et rotoluves étaient mis en place. Des zones de séquestration et d'observation étaient définies. Les premiers troupeaux contaminés étaient abattus. Les foires et les marchés étaient interdits. Les bêtes étaient enfermées dans les étables. Les hommes tiraient la porte sur eux et interdisaient à quiconque l'entrée de leur ferme.

Un mois après, où en est-on ? La menace est jugulée. Les dégâts restent somme toute limités, sans aucune comparaison avec ce qui s'était passé en 1974 en Bretagne. L'épizootie est restée circonscrite dans une zone restreinte, une zone de marais qui longe la Manche d'Isigny à Ste-Mère-l'Église. Aujourd'hui la vie reprend son cours normal.

Un peu plus de 2 000 bovins abattus, 750 porcs, quelques brebis, quelques chèvres. Voilà le bilan pour ce qui est des abattages. Mais comme nous allons le voir, ce ne sont peut être pas ceux dont les bêtes ont été abattues qui sont le plus à plaindre.

La fièvre aphteuse est arrivée dans une situation déjà très difficile pour les éleveurs. En 1978, dans la Manche, comme dans le Calvados, le revenu a baissé de 4 % en francs constants (plus de 10 % depuis 1975). Les éleveurs commencent à peine à se remettre des suites de la sécheresse de 1976.

Le marasme dans l'élevage s'est accentué en 1978. Toute cette région a de gros problèmes sanitaires : brucellose endémique, recrudescence de la tuberculose. Ceci à un tel point que des dizaines de milliers de vaches seront remplacées. Car il faut dire que les éleveurs de cette région sont très attachés à la race normande et peu favorables à la frisonne. Enfin, il faut ajouter à tout ceci un hiver dur et long. Aussi lorsque la fièvre est arrivé, les silos étaient vides et les réserves de foins épuisées, tandis que dans les prés la pousse de l'herbe très en retard. La fièvre a donc fait son apparition alors que la situation était déjà très difficile pour les éleveurs.

La responsabilité des gros éleveurs

Ce n'est pas un hasard si la fièvre s'est déclarée dans le Bessin. Cette région est l'une de celles où la couverture vaccinale est la plus faible en France. De fait, quand on divise le nombre de bovins abattus par le nombre d'éleveurs, on atteint une moyenne de plus de 100 gros bovins par troupeau. Beaucoup plus encore si l'on retire les quatre porcheries affectées et les deux ou trois petits élevages qui ont été touchés. Par exemple, l'exploitation du conseiller général du canton d'Isigny, président de la célèbre Coopérative d'Isigny a été touchée. Il y avait là dedans 250 gros bovins dont une quinzaine à peine étaient vaccinés. En fait, ces gros éleveurs se fichent éperdument de la santé des élevages. Ce qui les intéressent c'est de faire tourner au plus vite le capital cheptel au moindre coût. A cause de leur négligence d'autres éleveurs ont vu leurs troupeaux abattus, troupeaux auxquels ils tenaient beaucoup. Ces gros éleveurs ont bien d'autres responsabilités. Ils ont placé des milliers de petits agriculteurs dans une situation difficile. En effet, les foires et marchés étaient interdits. Beaucoup d'éleveurs sont restés avec leurs petits veaux sur les bras. Ils ne pouvaient plus les vendre, alors qu'ils comptaient dessus pour payer des traites qui tombent à cette époque de l'année comme le fermage. Ils ne pouvaient pas déplacer les animaux non plus pour les mettre à l'herbage. Or, toutes les réserves d'hiver étaient épuisées. Certains ont été obligés d'acheter du foin pour nourrir leurs animaux à la ferme. En fait, les vrais victimes de la fièvre aphteuse ce sont ces milliers de petits éleveurs qui ont subi une perte de revenu et qui ne seront pas indemnisés. C'est pourquoi, ils sont très en colère de savoir que certains gros seront indemnisés alors qu'ils n'étaient même pas en règle.

A côté de ces petits éleveurs, il y eut d'autres victimes : plusieurs dizaines de salariés : employés de marchands de vaches, salariés d'organismes éco nomiques de groupement de producterus ou d'abattoirs qui ont été mis au chômage technique.

Indemnités : des injustices

Les éleveurs dont les troupeaux ont été abattus sont bien indemnisés sur la valeur du troupeau et sur une large estimation de la perte de production qui s'en suit. On peut même dire que cela en aura arrangé quelques uns. Par contre les petits éleveurs dont nous parlions plus haut n'auront aucune indemnité. C'est la première injustice. Il y en a une seconde : les indemnités pour fièvre aphteuse sont très forte. Alors que pour la brucellose ou la tuberculose elles sont trop faibles. Elles sont loin de couvrir la perte subie. Pourtant dans les deux cas, les abattages peuvent être aussi systématique et même pour tuberculose tous les animaux de l'exploitation sont abattus y compris les poules (ce qui n'est pas le cas pour • la fièvre aphteuse). Pour le paysan, c'est un véritable drame. Évidemment c'est moins spectaculaire que la fièvre aphteuse. Alors personne n'en parle. Et comme personne n'en parle qui saura que les indemnités sont insuffisantes. Tandis que pour la fièvre aphteuse, comme tout le monde est au courant, il faut que tout le monde sache bien qu'une fois de plus les paysans seront effectivement indemnisés. Habile, n'est-ce pas ?

Musique

«Ecoute s'il pleut» fête ses 3 ans

Une certaine idée de la chanson



Samedi , à l'hippodrome de la porte de Pantin à Paris, Écoute s'il pleut **organisait une nouvelle fête de la chanson. Après le** *Printemps de Bourges*, **la fête d'Antirouille, et bien d'autres festivals,** *Écoute s'il pleut* **faisait pour la première fois sa fête à elle, pour elle.**

Au départ d'*Écoute s'il pleut*, **il y a un constat :** *« Depuis une dizaine d'années (68 ?) : une évolution importante est constatée dans différentes expressions artistiques, notamment dans la chanson. En effet, de grandes directions musicales se dessinent (pop, rock, folk) offrant à la chanson un carrefour d'influences. Parallèlement, on constate une évolution du discours qui, à travers une nouvelle poèsie, politise au sens large les propos. (...) Et on assiste à un refus du show-business : l'artiste refuse d'être un produit, refuse l'impres ario traditionnel et recherche d'autres méthodes professionnelles... »*

Sur cette base, de nouvelles structures sont apparues, en province d'abord, au niveau de petites associations type loi de 1901, puis au plan national avec *Écoute s'il pleut, Sibecar, Musique du kiosque*, **qui se sont occupées de production d'abord, puis d'organisation de concerts et tournées et récemment de production de disques.**

Si nous pouvons voir et entendre une chanson française pleine de vie et de fraicheur, qui cherche et invente – chanson boycottée, marginalisée par les médias et le show-business – c'est aussi grâce à eux. C'est la partie cachée.

Pour en savoir plus, nous avons interrogé Daniel Colling, l'un des fondateurs d'*Écoute s'il pleut*, **sur le sens de sa démarche.**

Pierre VALSA

Une parmi les artistes d'*Ecoute s'il pleut*, Michèle Bernard : *« Face à l'étau qui se serre / Tes rêves sont si exigeants / Tu voudrais réveiller les gens / Et changer leur peur en colère / Pour qu'un jour ils aient des enfants / Qui mettraient et sans plus attendre / Le vieux monde à feu et à sang / Pour enfin pouvoir être tendres / Bonheur, bonheur combat comme une pierre / Bonheur, sous nos frondes tous ces pantins / Bonheur perdront leur classe et leur maintien / Combat et tu commences à vivre. »*

(Bonheur, extrait du disque « Le Kiosque », Edition *Ecoute s'il pleut*, distribué par RCA.)



Parmi les artistes regroupés dans *« Ecoute s'il pleut »*, citons : Castelhemis, Guwendal, Malicorne, Urban Sax, Michèle Bernard, Charlélie Couture, Hubert-Félix Thiéfaine, Brigitte Fontaine-Areski et les Muzdus, Font et Val...

INTERVIEW DE DANIEL COLLING

fondateur d'«Ecoute s'il pleut»

PV : Par rapport aux agences traditionnelles, style show-business, quelle est votre démarche ?

Daniel colling : Une agence traditionnelle essaye de placer des artistes. Nous, ce n'est pas l'artiste mais la chanson qu'on défend. Ce qui m'intéresse, c'est le fait sociologique autour de la chanson.

PV : Penses-tu pouvoir échapper complètement au système ?

Daniel Colling : Le système est capitaliste. De ce fait, on est amené à certaines compromissions. Mais nous, on est une société civile. Il n'y a pas de profit. On essaye de faire vivre des salariés, c'est tout. C'est vrai qu'on place des artistes, mais notre souci c'est de les faire travailler au cachet le plus bas possible. On fait tout pour ne pas creuser un fossé employeur/employé.

Certes, on est en contradiction. Mais on essaye de vivre ces contradictions le mieux possible. Ce qui est intéressant, c'est que grâce à notre action, des choses se disent.

PV : Vous ne travaillez pas pour le fric. Tu dis que ce qui compte, c'est que des choses se disent. Faut-il voir là une forme de militantisme ?

Daniel Colling : Tu milites pour une cause, un certain meilleur des choses, une autre société. OK moi pour ça. J'ai milité aussi en 1969. Mais il m'a semblé à un moment qu'il fallait changer les choses dans la tête des gens. Et pour moi, le spectacle peut être un moyen subversif très efficace. Amener mon petit grain de sable, au niveau organisation, c'est une forme de militantisme. Je me trouve plus efficace à faire ça qu'à appartenir à un mouvement. Bien sûr, distribuer des tracts chez Renault, OK ! Simplement pour moi, il n'y a pas que ça.

Quand on a créé *Ecoute s'il pleut*, il y avait toute une gauche qui nous a fait chier plus que la droite, car ils n'aimaient pas ces gars non-militants. Et c'est vrai que *Font et val*, par exemple, quand ils disent : *« Je ne suis ni de droite... ni de droite »* ! ça correspond un peu à ce qu'on veut faire.

Cinéma

Le 1er festival du cinéma du tiers monde à Paris

Un éventail large

Interview de Galeshka Moravioff, responsable de la sélection Asie

On en parle infiniment moins que de *Superman* ou du dernier polar « parodique » de Lautner. On n'en parle même pas du tout pour ainsi dire. Et pourtant, il s'agit d'un cinéma qui nous vient de pays où vivent les trois quarts de l'humanité. *Les Ambassadeurs, Le soleil des hyènes, L'opium et le bâton, Insiang, Le Cycle*, ou, à la TV, *La grande ville, La chambre de musique*... Ces quelques films du tiers monde, récemment sortis en France – mais au compte-goutte et dans les temples cinéphiliques du Quartier latin de préférence –, sont des exceptions. Bien sûr, il y en a que ça gênerait de nous montrer plus largement ce cinéma, du côté des manitous des réseaux commerciaux. D'ailleurs, bien qu'un succès certain l'ait heureusement prolongé d'une semaine, le Festival du cinéma parisien *Bonaparte* n'a pas été monté à coups de baguette magique, on le devine...

– HR : Pouvez-vous d'abord nous parler des objectifs que vous avez poursuivis par cette initiative ?

G. M. : Nous ne sommes pas les premiers à avoir eu l'idée d'une telle entreprise. Sur le seul plan financier, cela représentait un projet très ambitieux. Mais, malgré quelques tentatives dans la profession cinématographique, personne ne s'était encore lancé. Paradoxalement, et parce que nous étions des « inconnus », certains, y compris parmi ceux se réclamant de la défense des cinémas du tiers monde, nous ont opposé une attitude méfiante, cherchant à savoir « qui était derrière » notamment. Notre dessein ne se définit pas comme politique ; nous avons voulu montrer que les pays du tiers monde disposent de cinémas nationaux extrêmement riches, certains récents, mais d'autres de naissance, en fait, fort précoce dans l'histoire, leur variété et aussi leur esthétique : ce dernier point est à souligner car le mépris total qu'affichent les médias d'Occident pour ces cinémas se fonde sur l'ignorance scandaleuse de la très grande qualité technique et formelle qu'atteignent bien des films de ces pays. D'ailleurs, ceux d'entre eux qui ont, à ce jour, été distribués en France, soit par des circuits commerciaux, soit par le réseau « parallèle » (MJC, ciné-clubs, associations, etc.), ne l'ont pas été très longtemps et, surtout, ont fait l'objet d'une *sélection* et d'une certaine « récupération », en fonction de choix politiques propres à la France. Je le répète : il y a, quant à la diffusion du film du tiers monde, un « blocage », un silence inadmissible, des critiques ; des revues de cinéma, on ne peut plus « autorisées », l'ignorent superbement dans la plupart des cas. Le gros problème de ces cinémas, au niveau mondial et notamment européen, c'est leur *distribution*, et, partant, leur exploitation par des salles. En fait, le but essentiel, concret, de notre festival, c'est, en faisant connaitre le cinéma du tiers monde à un public réel, de pousser les distributeurs à satisfaire la demande de ces films par le dit-public, c'est-à-dire de les programmer bien plus largement en France. (...)

– HR : Vous avez éprouvé pas mal de difficultés pour réaliser ce festival, j'imagine... ?

G. M. : En effet. Celles tenant au financement pour commencer : nous ne sommes que quatre personnes à avoir pris l'initiative en main et, malgré quelques aides en France et dans le tiers monde lui-même, ça a été un gros pari. Faire venir 300 copies de quarante pays, payer le trans-

(Suite page 28)

On ne sait pas toujours

– Que, selon une statistique de l'UNESCO, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine ont produit, en 1972, 70 % de l'ensemble des films réalisés dans le monde cette année-là.

– Que la toute-puissante, mais méconnue MPEAA, multinationale d'État américaine, regroupant pour l'exportation des produits d'Hollywood toutes les « Major Companies » US (*Columbia, MGM, Paramount*, etc.) exerce avec la collaboration de sociétés de distribution européennes – même si d'autres comme notre « Gaumont » lui livrent concurrence – un terrible chantage sur les pays du tiers monde pour maintenir sa position de fournisseur « privilégié » en copies : les pays qui ont voulu lui résister ont été soumis à des blocus féroces et ont souvent dû céder, faute de pouvoir créer de toutes pièces une industrie cinématographique capable d'alimenter les écrans.

– Que l'impérialisme US n'est pas le seul à submerger de ses productions et à intoxiquer de ses « valeurs » les jeunes cinémas du tiers monde : l'URSS a largement asservi les cinéastes vietnamiens qui doivent obligatoirement être « formés » à Moscou, Prague ou Berlin et inonde de ses films les écrans du Vietnam.

– Que le cinéma indien, dont la première réalisation remonte à 1913, et qui a dû faire face au problème des 15 langues et 11 écritures (principales !) coexitant en Inde, est à la tête de la plus abondante production annuelle de films.

– Que le Mozambique libéré du colonialisme portugais, dont le cinéma est né dans les maquis, a impulsé en 1977 une conférence cinématographique où 10 pays africains ont jeté les bases d'un Front uni contre les grands trusts occidentaux du film, dans le triple domaine de la production, de la distribution et de l'exploitation.

(Suite de la page 27)

port, acquitter des frais de douane relativement importants sur les bobines, rémunérer les exploitants de salle, assurer la publicité..., il a fallu nous investir à fond, apporter nos propres deniers, tout faire : nous avons plus d'une fois charrié les bobines par le métro, parce que notre budget est serré au point de nous interdire le taxi et nous devons nous-mêmes, après les projections, coller nos affiches de publicité.

Ensuite, la collecte des films a posé des problèmes : surtout en Amérique latine : les cinéastes ou les États sollicités ont opposé parfois des réticences ou des refus à nos demandes d'emprunt de leurs films pour des raisons souvent obscures.

Et pourtant, j'insiste sur ce point, la porte n'a été fermée à personne, à aucun pays, nous avons voulu un éventail large, complet et représentatif, sans privilégier un style ou un genre (il y a des comédies, des documentaires, des drames psychologiques ou de mœurs, des films politiques...)

Le problème des salles également prévu à l'origine dans trois salles, le festival n'a pu se maintenir qu'au *Bonaparte*, les deux autres ayant fait défection, ce qui fait que nous ne pourrons projeter la totalité des films que nous avons réunis (environ la moitié).

Enfin, la conspiration du silence : quelques petites émissions de radio ou de TV ont parlé de nous, à des heures impossibles (dont au moins une de façon sarcastique), quelques échos ont été émis dans la presse, mais, globalement, le bilan à faire est celui d'un quasi-boycottage par les médias qui étaient les mieux placés auprès du grand public. Et pourtant, c'est une première en France que ce festival, et ce caractère de nouveauté original aurait pu faire penser que la profession et la critique s'empareraient de l'occasion. Pour l'instant, nous n'avons pas encore d'explication nette à donner de ce phénomène de blocus.

Ceci étant, nous avons quand même obtenu une bonne fréquentation du festival par le public, nous arriverons à rentrer dans nos fonds sans plus, mais c'est déjà un succès et nous espérons bien renouveler l'initiative l'an prochain, en comblant notamment, au niveau du programme, les lacunes dues aux problèmes rencontrés cette année.

Propos recueillis par Léon CLADEL et Frédéric LACHAISE

Vu, lu, entendu

CINEMA

«Série noire»

Un peu trop pessimiste

« *Série noire* », un nouveau film, avec en tête d'affiche Patrick Dewaere.

Un film, certes, qui n'est pas bien gai, qui tire un peu trop sur le pessimisme parfois, mais qui est une approche légèrement dramatisée de la réalité des travailleurs.

Un colporteur, dans la banlieue parisienne est confronté aux fins de mois difficiles, à la vie au jour le jour, à la médiocrité de la vie de son couple, au refuge dans l'alcool, dans l'amour désespéré.

L'absence de perspectives de la vie de ce que la bourgeoisie appelle un raté, tel est le thème central de ce bon film.

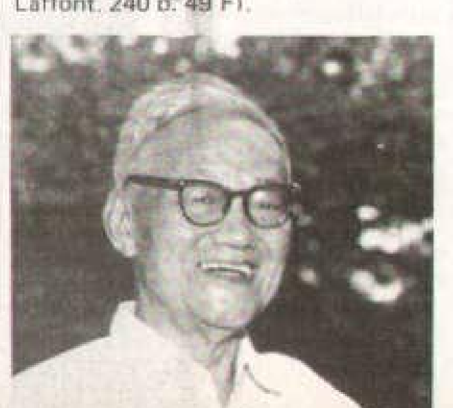


LITTERATURE

Un des plus grands écrivains chinois, Pa-Kin à Paris

Cinquante ans après, le grand écrivain chinois, un des plus grands écrivains mondiaux de notre époque, revient à Paris. C'est à Château-Thierry qu'il a terminé son premier roman *Destruction* en 1928. Cet écrivain loué par Louxun a toujours soutenu la lutte du peuple chinois. Il vient d'être réhabilité après onze ans de persécution par la Bande des Quatre. Dans son roman *Famille*, il dénonce le système féodal et appelle les jeunes à le combattre. On parle de lui pour le prix Nobel.

Ouvrages de Pa Kin en français : *Famille* (Flammarion-Eibel, 412 p. 58 F), *Nuit glacée* (Gallimard, 328 p. 49 F), *Le jardin du repos* (Robert Laffont, 240 p. 49 F).



«Quintet»

Un cinéma du déclin et de la crise

Cinéaste du déclin et de la crise des USA des années soixante-dix, R. Altman a utilisé les vestiges à l'abandon de l'exposition de 1967 à Montréal pour imaginer un futur extrêmement pessimiste dans lequel sur une planète recouverte par la banquise, l'humanité agonise, retombée dans le rude dénuement et les rites initiatiques des âges primitifs. Les villes modernistes du 20e siècle, devenues des bidonvilles cauchemardesques de fer et de béton givrés, abritent des survivants qui s'entretuent en un jeu de dés institutionnel, métaphysique et morbide, le « quintet », et que dévorent ensuites des hordes de chiens errants. Plus d'électricité, de monnaie, plus de natalité, le bois de chauffage va bientôt manquer, des hardes de goût médiéval font le vêtement. On peut se laisser prendre à la beauté étrange et insolite des images bleutées, vaporeuses et aussi glacées que ce qu'elles montrent. On peut aussi voir là une fable sur l'impasse des sociétés occidentales, bien que Newman soit encore ici un héros individualiste assez classique. Mais tout ceci est très intellectuel, très symboliste, irrationnel et d'un intérêt assez vain, au-delà des aspects étonnants de cette anticipation apocalyptique d'un genre nouveau et on frise souvent l'ennui.

TELEVISION

Le 15e MIPTV à Cannes

3 000 participants de 101 pays à ce festival de Cannes de la télévision. Là sont projetées les dernières productions télévisées de chaque pays. L'an dernier, les USA avaient obtenu un grand succès avec la série *Holocauste*. Cette année, les USA ont récidivé dans le style télé-film historique avec une série de six heures sur la carrière du général Eisenhower pendant la Seconde Guerre mondiale. Du désastre de Pearl Harbor à son retour triomphal aux USA, après la capitulation allemande. De nombreux télé-films américains portent sur la Deuxième Guerre mondiale à la veille de l'apogée des impérialistes américains, époque où ils pouvaient dicter leur volontés aux pays et aux peuples du monde. A une époque de préparatifs de guerre, il n'est pas surprenant de voir ressortir de plus en plus des films de guerre. A côté de cette série, les Américains proposaient un film sur la vie de l'aîné des fils Kennedy *Joe*, ainsi qu'un téléfilm sur la fille du milliardaire Hearst, condamnée pour terrorisme aux USA. Les USA exercent une suprématie sur le marché des films télé qu'ils produisent de façon industrielle à des prix très bas dûs, entre autres, à l'absence de statut des travailleurs de la production télévisée. Avec les films télé, c'est toute une image de lui-même que chaque pays exporte, ou impose de fait quand il s'agit d'une superpuissance. Un film intéressant qui a eu moins de succès – allez deviner pourquoi – c'est la suite de *Racines*, la saga d'une famille de noirs américains, de l'esclavage à nos jours pourtant mieux fabriqué que le premier feuilleton.

MIPTV

Après Goldorak : Rémi

Après le froid robot *Goldorak*, c'est Rémi, le petit héros de *Sans famille*, le mélodrame d'Hector Malot, qu'a proposé la Tokyo Movie Shinsha, une série de cinquante-deux épisodes de trente minutes chacun. Ce film se veut l'anti-Goldorak. Bien dessiné et bien mis en couleur, il est en trois dimensions, ce qui a permis aux producteurs de vendre déjà dix millions de lunettes au Japon. Décidément, les producteurs du dessin animé exploitent toutes les veines, une fois les robots, une fois les petits orphelins malheureux...

Vu, lu, entendu

MUSIQUE

Le groupe URRIA à Conflans-Ste-Honorine

Le groupe de chanteurs basques Urria, en collaboration avec la troupes de théâtre « Théâtre des Tafurs » assurera une animation dans les rues de Conflans-St-Honorine du 21 au 24 mai. Le 24 mai au soir, ce sera la présentation du spectacle commun Urria et le Théatre des Tafurs. Sur la musique d'Urria, pièce de théâtre avec utilisation de masques sur le thème d'Arrando Belza et d'Amaïa. C'est d'ailleurs le thème du prochain disque d'Urria qui sortira vers la mi-mai.

Arrando Belza et Amaïa sont deux personnages de la mythologie basque : l'Arrando Belza, c'est l'aigle noir, la représentation de l'oppression, des forces négatives, tandis qu'Amaïa représente les forces positives, elle est la déesse de la nature.

Pour contacter Urria, écrire à Benat Achiary : 3, rue des Faures 64200 Bayonne.

THEATRE

SEVRES

60 spectacles du 26 mai au 4 juin

Dans toute la ville de Sèvres, soixante troupes en même temps. Soixante troupes de théâtre différentes, en prise avec la réalité locale, des troupes d'animation liées aux luttes des travailleurs. Parmi eux, beaucoup d'amateurs, de semi-professionnels, parce qu'il n'y a pas d'argent pour les petits théâtres et encore moins pour ceux dont le spectacle dérange parce qu'il montre la réalité. Pour ces troupes dispersées aux quatre coins de la France, ces Rencontres de Sèvres seront l'occasion d'échanges d'expériences, de confrontations. La troupe du Théâtre du Printemps de Lille y sera présente. Pour tout renseignement, téléphonez au 605-35-11 ou au 626-56-10.







Fascisme et résistance dans les camps

(Suite de la page 32)

Plus de liens avec personne : il était entré dans la nuit et le brouillard, comme certains détenus classés « dangereux » le portaient sur leur costume (NN) . Sa journée totale appartenait aux SS qui le louait pour 3 à 6 marks par mois, pour travailler dans les usines de munitions, d'aviation, de caoutchouc synthétique, construction de tunnel, carrières de pierres, Krupp, Messerschmidt, Rhein Metall, Volksvagen, IG-Farben et bien d'autres capitalistes ont fait sur ces prisonniers de gigantesques profits. Un ouvrier « normal » était à la même époque payé un mark de l'heure. Les bureaux de l'IG-Farben étaient tapissés de graphiques montrant le rendement et le prix de revient des déportés. Une main-d'œuvre quasi-gratuite travaillant tous les jours de 12 à 14 heures parfois plus, exploitée jusqu'à l'épuisement total. Un détenu « durait » six mois à ce régime. Ensuite, ses cheveux servait à faire du tissu, ses os du savon, sa peau des emballages et ses cendres des engrais. Ce n'est que dans les conditions de la guerre que le capitalisme a pû parvenir à réaliser son rêve : l'exploitation totale de la force de travail et du corps de son esclave même jusqu'après sa mort. Tandis qu'il dégageait des usines les soldats pour étendre sa domination partout.

Et pourtant, le capitalisme n'est pas parvenu à son but : bien sûr, le fascisme allemand a perdu la guerre, mais aussi, malgré sa férocité, ses massacres, il n'a pas réussi à asservir les déportés. L'esprit de résistance a existé depuis 1933 et n'a fait que s'amplifier.

Résister dans les pires conditions : c'était déjà arriver à survivre, ne pas se résigner, retrouver sa dignité par des chants, des œuvres d'art taillées au couteau, des cours de mathématique, de langues ! En faire le moins possible sur le chantier tout en donnant l'impression de travailler, sans compter les menus petits services qu'on se rend à deux puis à quatre puis tout le block.

Avec l'arrivée massive de résistants, de communistes, des organisations clandestines se créent, d'abord nationales puis internationales comme à Buchenwald, Dachau, Matthausen. Elles se préoccupent de sauver les plus faibles en volant de la nourriture et des médicaments, de prendre en main l'administration intérieure, d'assurer les contacts avec l'extérieur : vol de postes de radio, contact avec les partisans, les ouvriers allemands. En même temps, elles organisent le sabotage : munitions, engins V2 rendus inutilisables. Toutes actions dont la seule sentence était la mort immédiate.

L'objectif de toutes ces organisations est surtout de soulever le camp et de se libérer : des armes sont volées, pièce par pièce, des soldats allemands sont gagnés, des états-majors créés : Buchenwald, Loibl-Pass et une dizaine d'autres camps se libèrent tout seuls, empêchant ainsi l'extermination prévue par les SS en déroute. Malgré tous les crimes, malgré l'esclavage, la résistance à l'oppression est toujours la plus forte.

Les camps ça existent encore : tout régime dictatorial, tout agresseur enferme, liquide les opposants : des Américains au Vietnam à la Grèce des colonels à l'Argentine de Vidéla, à l'URSS de Brejnev. Même si les formes changent, même si l'horreur n'est pas aussi systématique, l'opinion mondiale ne peut plus dire *« je ne suis pas au courant »* c'est ça qu'il ne faut pas oublier.

Estelle DELMAS

Entretenir la peur par l'horreur

Depuis déjà une dizaine d'années prolifère toute une littérature de bas étage en format poche, vendue dans les magasins populaires. Les titres sont déjà évocateurs du contenu : « Les Médecins nazis », « La Sadique surveillante SS », « Le Bordel de Buchenwald » et j'en passe.

Tous se situent dans les camps. Se basant sur la réalité des crimes gratuits et odieux, des « expériences médicales » faites sur les détenus, des viols sadiques, ces livres se complaisent à décrire la bestialité et le sadisme avec minutie, montrant les détenus comme les êtres veules qui en jouissent et en profitent. Ils entretiennent l'idée que contre des fous, il n'y a rien autre à faire, si ce n'est faire la même chose qu'eux. Enfin, une série de revues historiques qui se prétendent plus sérieuses : *« Historia », « Historama », « Miroir de l'histoire »* n'hésitent pas à parler régulièrement des camps. Les témoignages y sont rares et elles sont, elles aussi, le plus souvent attirées par la description de ces prétendues expériences médicales. Elles démontrent aussi « l'irresponsabilité » des chefs de camps qui obéissaient aux ordres d'Hitler, ce qu'ils n'ont d'ailleurs pas manqué de dire aux procès de Nuremberg. Une personne qui lit ce genre de littérature ne peut pas ne pas manquer de se dire : *« Il n'y a rien à faire contre les fous pareils ».*

Comment se comportent les communistes dans les camps ?

C'est un des sujets du livre de Jean Laffitte *« Ceux qui vivent » - Éditeurs français réunis* 1958 – dans lequel l'auteur, responsable de la région parisienne du Parti communiste français, raconte son arrestation et son séjour à Matthausen puis Ebensee, l'organisation du Parti dans le camp, la création d'un comité de patriotes français et la libération du camp par un Comité international composé de Russes, d'Espagnols, de Polonais et de Français.

Modeste, Laffitte parle très peu de son action personnelle et de ses sentiments. Arrivé à occuper un poste à la boulangerie du camp, il fait sortir tous les jours des pains pour arriver à sauver quelques détenus. Mais les pains sont limités et il est obligé de choisir qui doit être sauvé par la tranche de pain. Il constate aussi que le camp nivèle les classes, mais qu'un ouvrier résiste beaucoup mieux qu'un bourgeois qui va voler le pain de ses compagnons et moucharder pour avoir la vie sauve. Enfin et surtout, il démontre, par son action même, que ceux qui luttent tous les jours contre le patron, ne se résignent pas facilement et sont les premiers à résister et à s'organiser pour la lutte. Un livre à lire.

«Encore la souscription !»

C'est ce qu'il nous arrive d'entendre dans la bouche de nos lecteurs, étonnés que l'on remette périodiquement la souscription à l'ordre du jour.

Il est vrai que nous revenons sans cesse à la charge surtout lorsque nous sommes poussés par des difficultés plus aiguës.

Mais cela ne reflète-t-il pas une vérité première qu'en régime capitaliste la liberté d'expression, la liberté de la presse ne sont que mots creux ?

Car qu'en est-il de cette liberté si l'on n'en a pas les moyens ? La presse bourgeoise peut faire appel à ses énormes moyens financiers, aux ressources de la publicité commerciale pour y pallier.

Nous non !

Nos seules ressources proviennent de la vente et de la souscription de nos lecteurs. Il est vrai que la diffusion du bimensuel reste insuffisante par rapport aux possibilités existantes et grâce au caractère très large qu'essaie de lui donner le comité de rédaction.

Par contre, si nous voulions vous faire une confidence, nous vous dirions qu'un numéro du bimensuel s'élève à 8 620 F pour les frais d'impression et de papier, mais non compris les frais de rédaction, ni d'expédition, soit *plus d'un million de centimes !*

Voilà bien un chiffre à méditer et lorsque nous disons que votre aide financière, selon vos moyens, est un acte politique, voilà qui lui donne un sens concret.

Ce petit acte politique nous est en tout cas absolument nécessaire pour que notre presse puisse mener son combat idéologique et politique.

Courrier des lecteurs



CULTUREL

«Pour relancer le débat»

A propos de la lettre : *« Je suis déçu »*, parue dans le bimensuel No 52 (une bonne lettre pour relancer le débat !)

Tout d'abord, je pense que l'article consacré à Renaud n'était ni trop grand ni trop important. Lorsqu'on a écouté attentivement les paroles de ses chansons, il parait évident que Renaud est actuellement un chanteur intéressant. Des chansons qui dénoncent le racisme, le phénomène d'« auto-défense », la vie démentielle dans les cités de banlieue, des chansons qui parlent de la délinquance, des chansons qui racontent autre chose que les sombres niaiseries d'un « Dave » ou d'une « Dalida », des chansons qui parlent de la vie de pas mal de jeunes, des illusions et des artifices du phénomène « loubard » (l'attirail du frimeur, les blousons de cuir cloutés...), de telles chansons ne doivent-elles pas retenir notre attention ?

Si Renaud a un blouson de cuir et un pantalon de skaï, ce n'est pas pour sortir de l'ordinaire mais pour démystifier toute la panoplie du loubard depuis l'aigle dans le dos jusqu'à la chaine de vélo (cf. le poème dans le dernier disque de Renaud).

Le camarade de Perpignan s'étonne du fait que l'on ne parle pratiquement pas des « activités culturelles révolutionnaires ». Eh bien, parlons-en !...

La chorale de Rennes qui est citée dans la liste révolutionnaire est défunte en tant que telle et s'est transformée pour travailler le chant, la musique afin de pouvoir un jour offrir un spectacle digne de ce nom.

Quand on connait les musiques qu'écoutent les jeunes, on ne peut pas leur présenter deux ou trois chansons révolutionnaires sur des airs de patronage.

Quant aux articles faisant des essais et tentatives d'analyses sur les chanteurs divers et variés, je pense que c'est une excellente chose, à poursuivre, à améliorer...

Heureusement que la culture progressiste ne se limite pas à la liste que nous donne le camarade, car il y aurait de quoi désespérer. Il existe de nombreux groupes qui travaillent en dehors du show-business. En Bretagne notamment, il y a de nombreux groupes qui font un travail intéressant en s'appuyant sur la culture populaire locale.

Sur le « disco ». Certes, ce n'est pas à coup sûr, un art progressiste mais il ne faut pas exagérer et dire que cela « crée des ravages énormes parmi la jeunesse ». Cela n'en fait pas plus que le « twist » ou toute autre mode destinée à canaliser et endormir les aspirations de la jeunesse.

Sur les « exceptions ». Dans le répertoire des grands chanteurs, je suis moi-même convaincu que ceux-ci ne sont pas des révolutionnaires, mais le fait d'offrir au public une chanson à caractère progressiste n'en demeure pas moins positif.

Il faut, je crois, nous débarrasser de notre carapace de sectarisme et d'idéalisme, en matière culturelle, être modeste, bien analyser la réalité.

Un camarade de Rennes.

A propos des articles sur l'avortement et la contraception»

Sur un autre sujet, pourquoi ne pas reprendre, dans le bimensuel, les meilleurs « Au jour le jour » parus dans le quotidien les jours précédents ?

Je trouve très complet l'article d'Annie Brunel paru dans le bimensuel No 50 du 5 au 19 mars. (Avortement, contraception, une nouvelle bataille à mener). Il est assez nuancé pour permettre de réfléchir sur le problème de l'interruption volontaire de grossesse actuellement en France.

Je crois que la loi de 1975 a permis de résoudre une grande partie du problème de l'intervention volontaire de grossesse en France et malgré les résistances à son application. C'est un grand progrès qui a été accompli. Nous devons nous battre pour que cette loi soit reconduite à nouveau avec des améliorations (gratuité ou tout au moins remboursement au même titre que d'autres actes médicaux), allègement des démarches mais à ce sujet, je crois qu'un entretien préalable avec une personne compétente n'est pas négligeable car la décision d'interruption volontaire de grossesse n'est pas toujours aussi simple et cache parfois des ambiguïtés ou des difficultés qui peuvent être résolues de façon non-culpabilisante avec l'aide d'une tierce personne.

St-Brieuc



Fascisme et résistance dans les camps de concentration

Femmes au camp de Belsen. Entraide, solidarité, les communistes y contribuent dans les camps. Dans de nombreux camps existèrent des comités de résistance. A Treblinka, par exemple, le comité de résistance se procura des armes et facilita l'évasion de 600 prisonniers.

8 mai 1945. Victoire des forces alliées contre l'Allemagne hitlérienne. Le monde découvre avec stupeur ce que furent les camps de concentration. A l'heure où prolifère une littérature de bas étage relatant les horreurs des camps, nous avons voulu revenir sur le fascisme dans ces camps, mais aussi sur la résistance.

Estelle DELMAS

Je sors du film *« Nuit et brouillard »* bouleversée : comment une chose pareille a pu être possible ? Douze ans plus tard, mes élèves s'écrient : *« Il y en a assez de ces horreurs, on ne veut plus en entendre parler »*. Comme la classe au pouvoir n'aime pas que l'on parle de ses crimes ! Comme elle les dénature sous le prétexte de la folie ! Comme elle lave les criminels comme si c'était une parenthèse, un retour momentanée à la « barbarie primitive ».

Alors 16 millions de morts, l'œuvre d'un fou ? Et non, c'était bien l'œuvre du capitalisme, méthodique, organisée, planifiée, avec des fonctionnaires, des administrateurs, de la paperasserie : une entreprise industrielle, comme bien d'autres.

Réprimer les opposants

Les premiers camps ont été créés deux mois après la prise de pouvoir par Hitler (21 mars 1933) : 350 000 communistes, socialistes et juifs allemands y ont été enfermés pour être « rééduqués ». Les SS « têtes de mort », chargés de la direction de ces camps, et la gestapo ont mis tout en œuvre pour extirper la personnalité, les idées, briser la résistance de ces prisonniers par les coups incessants, la discipline féroce, le manque de sommeil et de nourriture, le travail épuisant, les assassinats massifs. Pour en faire des loques apathiques préoccupées uniquement du bout de pain qui prolongera leur survie.

Puis ces camps sont étendus à toute d'Europe. En 1938, le gouvernement Daladier fait enfermer les républicains espagnols dans les camps d'Argelès et de Gurs. En 1940 : Pithiviers, Drancy d'où 722 convois d'antifascistes, de juifs et de réfugiés français et étrangers partiront pour l'Allemagne. En 1945, il y a 40 camps de concentration en Allemagne, Autriche, Pologne mélant pêle-mêle les « politiques » (triangle rouge), les juifs (étoiles jaune), les droit commun (triangle vert) qui seront les gardes-chiourmes des SS — les kapos — chargés de la direction des blocks et des kommandos de travail. Toutes les nationalités sont mêlées : les « sous-hommes » dans lesquels les SS établissent une hiérarchie au bas de laquelle on trouve les Soviétiques, les juifs et les tziganes à liquider en premier. Les arrivées massives de déportés tout le long de la guerre firent que les camps furent rapidement bondés de patriotes résistants, d'opposants arrêtés « préventivement », de gens trouvés avec un tract, de femmes, d'enfants. Un Français sur sept en est revenu, halluciné, épuisé ; accueilli à bras ouverts, deux ans après on ne voulait plus en entendre parler.

« Arbeit macht frei »
Le travail rend libre

A Buchenwald, les déportés entraient dans le camp sous cette devise. Car les camps servaient à enfermer les opposants mais aussi à les liquider tout en les exploitant au maximum. Le déporté qui y entrait devenait un esclave anonyme : plus de nom : un matricule, plus d'effets personnels : un costume rayé.

(Suite page 30)